

Dossier luttes révolutionnaires aux USA (II) : les Noirs Américains

L'Internationale

10 F • Mensuel

N° 2 • Décembre 1983

Mai 1972 : l'appareil de guerre yankee, atteignant un niveau de développement technologique sans précédent, déverse chaque jour des

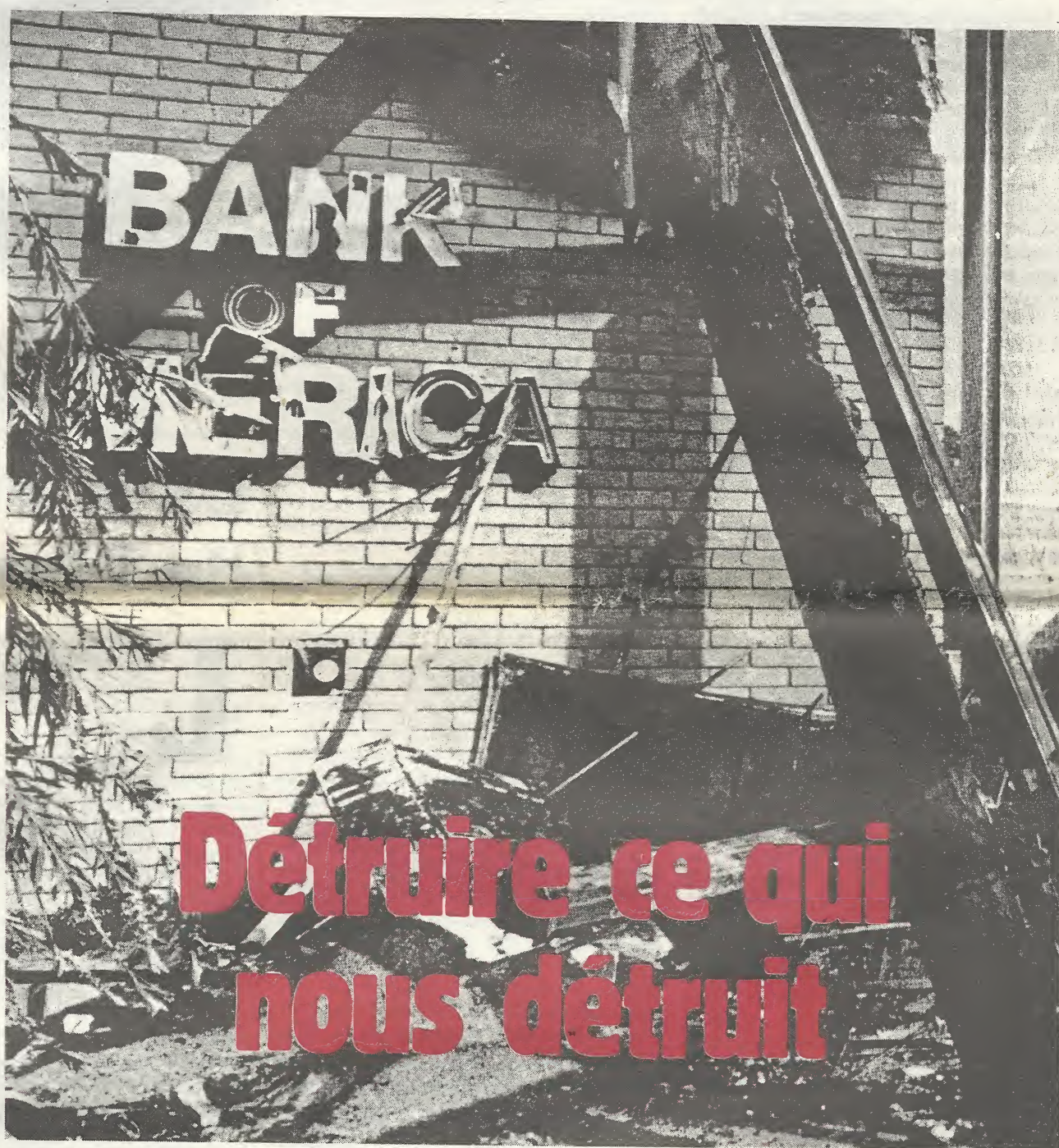
tonnes et des tonnes de bombes contre l'un des peuples les plus pillés et les plus exploités de la planète : le peuple vietnamien. Cherchant à anéantir toute forme de vie, même végétale, il teste les dernières découvertes de planification scientifique de l'extermination en utilisant des technologies aussi variées que l'électronique, l'informatique, la météorologie, l'aéronautique, etc. Il s'agit pour lui d'affiner cette œuvre de destruction systématique et de mort programmée pour terroriser tout un peuple.

Au même moment, à Heidelberg, un petit groupe de « fils et filles » des métropoles refusaient d'être des zombies et de cautionner par leur silence et leur passivité la barbarie, et dépassaient leur statut figé et en apparence immuable de « victimes désarmées », avec des moyens dérisoires en comparaison de ceux mis en œuvre en Indochine. Ils plaçaient quelques kilos d'explosifs, faisant sauter l'ordinateur du Grand Quartier Général des forces US à Heidelberg, intégré au système de l'OTAN et chargé de calculer les cibles et de planifier les massacres et la terreur systématique. En détruisant cet ordinateur, ils retardaient l'œuvre de mort.

La Fraction Armée Rouge donnait ainsi le signal de l'offensive révolutionnaire dans les métropoles impérialistes, élargissant au prolétariat des métropoles le front de combat ouvert par les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui luttèrent les armes à la main pour une société communiste.

Novembre 1983 : l'impérialisme américain est toujours aux avant-postes des menées terroristes au niveau planétaire, envahissant Grenade, menaçant le Nicaragua, occupant le Liban, opprimant tant d'autres pays et imposant à l'Europe le déterminisme de la guerre nucléaire.

Malgré de nombreux revers, « l'esprit de Heidelberg » est plus vivant que jamais. Partout des prolétaires des métropoles, des filles et fils de la zone urbaine se donnent les moyens de sortir de la collaboration de classe, de la passivité opportuniste, de l'acceptation tacite du système. Et même si aujourd'hui la France n'est pas le point fort de l'offensive révolutionnaire, même si l'organisation du prolétariat révolutionnaire a encore



beaucoup à faire, chaque action, la plus modeste soit-elle, le moindre grain de sable est une tentative d'enrayer la machine afin de la détruire, et en cela, elle est décisive.

Aujourd'hui, c'est un large front qui, dans le monde entier, mène la guerre à la guerre impérialiste : du véhicule militaire incendié au général de l'OTAN enlevé, du bunker pillé aux manifs organisées, du simple au complexe, partout des prolétaires s'organisent contre la barbarie. Pour le communisme, contre le capitalisme fauteur de guerres et sa folie meurtrière.

Partout où la pieuvre impérialiste montre ses tentacules, à Athènes, à Beyrouth, à Berlin, à Washington, à Chypre, à

Ankara, partout la riposte des prolétaires s'organise.

Heidelberg a représenté une seule étape dans le long cheminement anti-impérialiste. Nous savons que notre lutte est à long terme. Partout où se mène — où se gagne — une bataille, le prolétariat œuvre pour son émancipation. Il n'est d'autre victoire possible que la destruction du « Parti de la guerre » et de ceux qui le servent. Croire qu'une frontière autre qu'artificielle, qu'un océan autre que géographique, séparent un Kohl d'un Mitterrand ou d'un Reagan est illusoire.

Détruire ce qui nous détruit, c'est combattre les tentatives hégémonistes du capital, de l'impérialisme, c'est réaliser l'auto-organisation de la classe et reprendre l'offensive.

LIBAN

Paix démocratique, paix des charniers

Les démocrates de « bon ton » s'étonnent des réactions des prolétaires libanais et palestiniens quand on leur parle de paix et d'entraide généreuse. Il faut dire qu'une expérience déjà longue et sans équivoque conduit ceux-ci à prendre le fusil et la dynamite lorsque débarque une nouvelle « force de paix ».

Il y a eu les « frères » syriens et leurs « Forces arabes de dissuasion », et en fait de dissuasion, un pilonnage en règle des camps de réfugiés palestiniens et des quartiers populaires. Et, pour finir, une association sanglante avec les forces phalangistes dans les massacres de la Quarantaine et de Tall El Zaatar.

Au Sud, sur la frontière, sont venues les troupes internationales de la FINUL, comprenant de braves *piou-piou* français. Elles tentèrent dans un premier temps de couper la route aux groupes de combattants palestiniens luttant dans la zone, puis elles « facilitèrent » l'implantation du boucher Haddad et de ses milices.

En 1981, une autre force de paix s'installe. Elle était déjà assez connue pour ses interventions pacifistes ponctuelles à coup de bombardements de population, de raids au napalm et de crimes en tout genre. Aux cris de « Paix en Galilée », l'armée israélienne déferla sur les villes libanaises. Pour montrer au monde qu'elle ne se préoccupait pas uniquement de sa paix, mais aussi de celle des autres « nations libres », elle encercla les terribles barbares terroristes de Beyrouth et comme elle avait certaines difficultés à en venir à bout, elle fit appel, à travers un gouvernement fantoche qu'elle protégeait, aux Forces internationales. La France ne pouvait pas se dérober à cette noble tâche.

La France fait assez rarement la guerre. Elle se contente fréquemment d'opérations de police, de maintien des intérêts, de sauvetage des populations menacées par des hordes étrangères et autres opérations bienveillantes. Tout cela a coûté au tiers monde des millions de morts. Aujourd'hui, la France social-démocrate s'interpose avec, comme d'habitude, les fusils tournés dans le même sens : face aux forces de libération, progressistes ou révolutionnaires. Donc, l'armée française s'interpose au Liban aussi. Elle fait évacuer les Palestiniens en armes et participe au désarmement de la gauche libanaise. Puis, se retirant sur la pointe des pieds, elle laisse le terrain libre aux milices fascistes des Gemayel et aux troupes israéliennes. La paix pouvait faire son œuvre à Sabra et Chatila.

Depuis plusieurs années, les USA rechignent un peu à intervenir seuls face aux dangers qui assaillent les intérêts économiques de l'impérialisme, l'OTAN exige de plus en plus de ses alliés qu'ils se mouillent dans les basses œuvres. Quoi de plus naturel : quand on se goinfre du gâteau, il faut aussi le défendre !

Mitterrand parle de « responsabilité historique » de la France envers le peuple libanais ou envers le peuple tchadien, etc. C'est vrai, la France porte le poids de l'Histoire,

mais de quelle Histoire ? L'Histoire des Maîtres, celle qui justifie les chars et les légionnaires quand on la remet en question. François Mitterrand est le digne successeur des sociaux-démocrates : Noske, boucher de la Révolution allemande ; Blum, qui a trahi le peuple espagnol révolutionnaire et qui est responsable du meurtre de cinq ouvriers de Clichy, le 16 mars 1937. Mitterrand, responsable de tant de morts algériens, permet aujourd'hui l'arrivée au pouvoir de la droite fasciste des Gemayel et son maintien.

Les Gemayel et leurs phalanges sont responsables de la plupart des massacres de ces dix dernières années au Liban. C'est une petite troupe prête à tous les services au nom de l'occident triomphant. Né à l'époque florissante de la perversion capitaliste nazie, c'était un petit groupe de jeunes sportifs éblouis par la rigueur des Jeux Olympiques de Berlin. Pour les fascistes, nous savons où conduit « la gymnastique ». Voir l'exemple récent du « Groupe sportif et paramilitaire Hoffmann », responsable de l'attentat de Munich lors de la Fête de la Bière.

De ce que l'on nous laisse voir des interventions françaises dans les rues de Beyrouth, nous pouvons en conclure que les légionnaires s'adonnent avec conscience au désarmement des groupes incontrôlés (par l'impérialisme s'entend), c'est-à-dire des prolétaires libanais. On nettoie, on ratisse, comme le disait ouvertement la presse et ce surtout dans les quartiers populaires de l'Ouest.

Les combattants de la résistance libanaise et palestinienne, s'ils se rappellent la « belle époque » de la guerre d'Algérie, saisiront la continuité dont fait preuve l'armée française lorsqu'elle contrôle les rues de Beyrouth sous prétexte d'empêcher les « lâches attentats terroristes ».

A l'époque, Mitterrand et Bigeard sévissaient côte à côte, l'un ministre de l'Intérieur, l'autre tortionnaire, unis dans leur volonté d'anéantir les combattants pour la libération algérienne.

Cette « paix de l'Algérie française », la France veut l'imposer au Liban. Aux F15 américains et israéliens, succèdent les Eten-dards français à Baalbeck pour frapper les bases arrières des terroristes, naturellement, et en riposte, bien sûr, aux attentats, comme à Sakiet en son temps, où les glorieux pilotes français avaient bombardé le marché d'un petit village tunisien. On avait justifié à l'époque l'intervention, comme une réponse aux infiltrations dans la zone frontière de maquisards FLN.

Après l'ambassade US, les QG israéliens de Tyr et de Saïda, le QG des marines US, le QG d'un régiment français, l'exécution du fantôme Gemayel, la guerre contre les armées de tous bords et de toute paix redouble d'intensité. L'armée israélienne a perdu plus de soldats dans des embuscades que lors de la « campagne de paix » de l'été 1982. L'armée US a perdu en un seul jour plus de soldats que lors de la bataille de Da Nang.

Les Américains et les Français ont tenté de rejouer le coup de la « vietnamisation », des « troupes indigènes ». On a relevé de ses cendres une armée libanaise, on l'a suréquipée, entraînée et finalement lancée à l'assaut des positions progressistes à grand renfort de publicité, d'appréciations avantageuses... Elle a tenu 15 jours, il a fallu que la flotte américaine couvre sa retraite précipitée. Depuis, elle perfectionne son entraînement en faisant la police et la circulation dans Beyrouth.

Une seule paix, la paix des prolétaires

Les prolétaires n'ont rien à voir avec la paix imposée par les princes arabes, la paix



Patrouille française dans Beyrouth

israélienne, la paix de la grande Syrie, la paix de la normalisation impérialiste voulue par les Américains et les Français : ces paix de l'enjeu impérialiste dans la région, ces paix qui ne cherchent que la répartition des profits.

La paix des prolétaires, c'est l'extension de la guerre des classes, de la lutte contre toutes les formes d'oppression et de nationa-

lisme, la lutte contre ces frontières imposées par les armes et les traités impérialistes, la lutte contre tous les renégats prêts à tout pour obtenir « le croupion », la lutte contre les « amis bien intentionnés ».

Aujourd'hui, au Liban plus qu'ailleurs sans aucun doute, un prolétaire qui ne combat pas est un homme qui attend son prochain massacre.

La politique française de l'immigration (II)

Le 10 mai 1981, nombreux furent les travailleurs immigrés à se réjouir de la défaite de Giscard. Pour un temps on oubliait que Mitterrand s'était écrié : « L'Algérie, c'est la France » et qu'au nom de ce principe, il s'était fait l'ennemi réel de la lutte de libération algérienne. On oubliait l'indifférence manifestée par le PS et le PC face aux luttes des immigrés, quand ce n'était pas la récupération ou au contraire la franche hostilité (le PC condamnant la grève des loyers des résidents SONACOTRA, ADEF, AFTAM). On oubliait le bulldozer d'Ivry, la prison d'Arenç de Defferre, la grève brisée à Penaroya par la CGT en 1972, etc.

Mais très vite, et plus vite et plus loin qu'on ne pouvait se l'imaginer, le nouveau gouvernement se mettait au pas des réalités économiques du système capitaliste dont il est l'instrument. Très vite, il renouait avec les traditions de la social-démocratie au pouvoir, et avec ses traditions colonialistes pour le PS, social-chauvines pour le PC. Les principes de « liberté » sont rapidement bafoués : les travailleurs immigrés deviennent les boucs émissaires d'une politique de la sécurité affirmée dès juin 1981 et qui multiplie les flics et leurs contrôles. Barbès et le métro sont quadrillés. L'idéologie du nouveau pouvoir rejoint à grands pas celle de Chirac et l'extrême-droite en profite pour se restructurer, s'organiser à tous les niveaux de la réalité politique. Quand on crie sécurité, les Le Pen ne sont jamais bien loin.

Les promesses sont oubliées. Le droit de vote, ce hochet octroyé aux prolétaires pour qu'ils aient l'impression de décider et qui devait être donné aux travailleurs étrangers pour les municipales, leur a été refusé. Comment s'étonner alors que les communes et les arrondissements où habitent les prolétaires, où une grande partie des travailleurs est nécessairement immigrée, tombent dans les bras des Le Pen et consorts, puisque la majorité revient aux petits petits-bourgeois, petits commerçants, pavillonnaires frileux

animés par la peur de perdre leurs petits biens, et traditionnellement ennemis de tout ce qui est étranger, de tout ce qui est autre.

Et puis les accusations fusent. C'est Mauroy qui qualifie les ouvriers marocains de Citroën en lutte de *suppôts de Khomeiny* : pas mal pour les valeureux militants antiracistes, militants des droits de l'homme, représentants des travailleurs que sont les socialistes. Stoleru n'aurait pas osé, c'est vrai qu'il n'avait pas les dirigeants syndicaux à sa botte. La question se pose : nous prenons pour des crétins ou les gens au pouvoir sont-ils des crétins ?

Ce qui est certain, c'est que le pouvoir prend toutes les mesures en accord avec la raison, l'intelligence du capital, en accord avec la tradition impérialiste française. La logique est simple, contrôle et répression, et l'application est toute dans la logique social-démocrate : on lance une idée généreuse, *légalisation des clandestins*, et on sert au mieux les intérêts capitalistes qui ne veulent plus d'afflux de main-d'œuvre étrangère. Il faut fermer les frontières, contrôler au mieux les travailleurs. Alors on légalise, on fiche les ouvriers déjà arrivés et on pond des lois scélérates pour expulser tout nouveau travailleur qui chercherait ici les moyens de survie que le capital lui refuse dans son pays d'origine. Nouvelle campagne « immigré = insécurité, immigré = chômage », et des peines d'emprisonnement (un mois à un an) et d'amende (180 à 8 000 F) avec l'expulsion en prime, c'est la nouvelle réalité socialiste pour les immigrés.

Mais parallèlement, les offices de recrutement installés dans les pays d'origine ne sont pas supprimés. Sans doute les maintient-on en prévision de jours plus fastes où le capital aurait à nouveau besoin de bras.

Car on trouvera toujours, dans le système économique marqué par la pauvreté et la faim pour une grande partie du globe, des Vasco de Gama à la recherche d'aventures !*

* Voir début de l'article dans l'Internationale n° 1.

L'Internationale

- 6, rue de la Reine Blanche. 75013 Paris. Tél. : 337.63.52.
- Directeur de la publication : Laurent Louéssard.
- Commission paritaire : 65607.
- Imprimerie Rotoffset (Meaux).

Abonnement (10 numéros) : 75 F
Abonnement de soutien : à partir de 300 F
Chèque ou mandat à l'ordre de « L'Internationale ».



Un front mondial contre l'impérialisme

En **Espagne**, manifestations anti-OTAN et attentats contre des objectifs militaires et américains.

En **France**, manifestations, trop limitées certes, contre la guerre.

En **Italie**, manifestations à Comiso, site où doivent être installés les Cruises. Attentats contre des objectifs militaires.

En **Grèce**, 200 000 personnes devant l'ambassade US. Actions contre des objectifs militaires.

Au **Japon**, manifestations contre la venue de Reagan. Plusieurs actions contre des objectifs américains.

En **Martinique**, action contre le Consulat américain.

Aux **Philippines**, manifestations répétées contre la présence américaine. Mouvement antibases US. Actions.

En **R.F.A.**, importantes manifestations contre l'installation des missiles. Actions contre des objectifs économiques liés à l'industrie de guerre.

Et aux **U.S.A.**, grandes manifestations contre le développement de l'arsenal nucléaire. Actions contre des installations militaires et contre le Capitol.
A suivre

Rote Zora contre Siemens

Le 19 septembre, deux booms ont ébranlé l'Allemagne. L'un concernait la prison de Hamm et était signé **Cellules Révolutionnaires**. L'autre, deux usines de Siemens et était revendiqué par **Rote Zora**. Ce nom est celui d'un groupe de femmes des **Cellules Révolutionnaires** qui s'est attaqué depuis quelques années à des cibles diverses, du traditionnel *sexshop* à Siemens aujourd'hui. L'action a, semble-t-il, été bien accueillie. Il faut dire que Siemens est le deuxième constructeur d'armements de RFA, que l'entreprise construit les ordinateurs du BKA et qu'elle met en pratique un principe fondamental du capitalisme aujourd'hui : licencier pour faire encore plus de profits : 13 000 emplois ont été supprimés. « *Tout, de la brosse à dents électrique à la chaise roulante, tout au service de l'humanité.* » C'est le début du communiqué de **Rote Zora**. Nous le publierons dans le prochain numéro de *l'Internationale*.

U.S.A. : des actions contre des installations militaires

Un certain nombre d'actions ont eu lieu en 1983 aux Etats-Unis. Ainsi, une attaque à la bombe contre l'**Ecole Militaire américaine de Washington**, revendiquée par un groupe du nom d'**Unité de Résistance Armée**. L'explosion a détruit la façade vitrée de l'école. L'école militaire se trouve au Fort Lesley McNair, base militaire qui abrite le collège de défense inter-américaine qui selon le communiqué **forme les officiers supérieurs du Salvador et d'autres régimes répressifs de l'Amérique latine**. L'IADC travaille en étroite collaboration avec la CIA pour enseigner les méthodes contre-insurrectionnelles, de la terreur à la torture contre les mouvements révolutionnaires. Dans une déclaration, le **New Movement** salue l'attentat et la déclaration clairement anti-impérialiste. « *Faite à la veille du discours de Reagan appelant à la guerre contre*

l'Amérique Centrale, l'action montre que les USA doivent s'attendre dans leur propre pays aux conséquences de leur intérêt pour certains pays étrangers. Elle montre de la façon la plus directe que le mouvement pour chasser les USA de l'Amérique Centrale doit être mené de manière anti-impérialiste, en cherchant la confrontation et sans compromis. »

Deux autres actions ont eu lieu le 13 mai 1983 contre des installations militaires des USA, en **solidarité avec le combat révolutionnaire au Salvador**. Une organisation du nom de **Front Uni pour la Liberté** a revendiqué l'attentat contre une **base de réservistes de la Marine à Queens**, Etat de New York, de même contre une **base de réservistes de l'armée à Uniondale**, Etat de New York. Les explosions ont été suivies de déclarations téléphoniques se terminant par la phrase « *Vive le Salvador* ».

En août 1983, une nouvelle action a été dirigée contre les installations militaires américaines, dans l'Etat de New York.

Des bunkers de l'OTAN occupés en Hollande

Dans la nuit du 25 au 26 avril de cette année, un groupe d'antimilitaristes a pris et occupé pendant plusieurs heures deux bunkers de commandement et de communication, à Katwijk et à Noordwijk.

Pour pénétrer dans ces sanctuaires de l'avenir nucléaire, ils n'ont eu qu'à forcer deux ou trois portes, cisailler (dans la plus pure tradition du film d'aventure) les fils de fer barbelés. A l'époque de la guerre atomique, un simple chalumeau a eu raison de la porte même des bunkers. Tout cela peut paraître incroyable. Mais le groupe composé de nombreux militants, dont certains inexpérimentés, mais tous, il est vrai, animés d'un enthousiasme certain, a réussi à déjouer la surveillance et tous les systèmes de protection.

Il faut souligner que pourtant ces bunkers sont destinés à être les centres de commandement dès le commencement des hostilités, d'où gouvernants et militaires nous feront parvenir ordres, discours rassurants et adieux émouvants. L'un des bunkers contient d'ailleurs tout le matériel destiné à la retransmission télévisée. Nous ne disparaîtrons pas dans le silence, et soyons-en sûrs, nous aurons le droit, tout radio-actifs que nous serons, jusqu'à la dernière minute, aux salades des journaux télévisés de 20 heures.

L'action a mis à jour toute une série de documents, plus accablants les uns que les autres. Et tous ces documents ont été rendus publics dans les journaux, revues et par une exposition qui, fermée par la police, rouvrirait le lendemain avec la photocopie des documents saisis.

C'est ainsi que les supporters progressistes des social-démocraties européennes, tous les opposants bon teint et bien raisonnables

ont pu découvrir avec stupeur le **plan d'internement des opposants**, qui leur est aussi consacré. La liste des dangers publics (personnes connues pour leur activité politique, journalistes progressistes et même syndicalistes) est déjà toute prête.

Le scénario des manœuvres de l'OTAN, dénommées en 1981 WINTEX, révèle, lui, crûment, les peurs et les mesures de nos gouvernants. Tous les deux ans, des manœuvres de l'OTAN sont organisées en Europe. Un scénario en indique le thème général. Celui de 81 est des plus incroyables. Le point de départ peut se résumer ainsi :

- De grandes manifestations pour la paix.
- Extension du sabotage et des actions révolutionnaires.
- Fuite (!) des travailleurs immigrés vers leur pays.

Comment être plus clair. Les peurs : développement d'une opposition importante à la guerre, développement d'une lutte des classes réelle et de l'action révolutionnaire. La désignation d'un bouc émissaire : les travailleurs immigrés dont on sait comment le capital se sert : sur le plan économique par l'exploitation maximale, sur le plan idéologique pour ses campagnes anti-étrangers. Les mesures : emploi des forces militaires en particulier de l'OTAN pour réduire ou tenter de réduire toute résistance. Tout y est. Ces documents font partie de sacs entiers découverts et emportés durant l'action.

Celle-ci fut un pas concret à l'intérieur d'un mouvement large existant en Hollande mais comme dans toute l'Europe sous contrôle.

Nous aussi, nous avons notre mouvement. Mais au fait, avons-nous des bunkers ?

Les Cellules Révolutionnaires frappent un centre informatique

Le 19 septembre 1983, les **Cellules Révolutionnaires** ont fait sauter le **Centre informatique d'une usine de M.A.N.** à Ginsheim-Gustavburg près de Mayence.

Après avoir escaladé des grillages, le commando a pu placer la bombe à l'endroit précis où se trouvait ce service essentiel de l'usine.

M.A.N. est l'une des plus grandes entreprises de transports ouest-allemandes. Mais, c'est surtout une entreprise largement impliquée dans l'industrie d'armements et nucléaire.

M.A.N. est en train de construire 465 véhicules pour le transport des Pershings. Ces véhicules sont fabriqués dans différentes usines. A Gustavburg, on produit les cadres...

M.A.N. est le septième constructeur d'armements de RFA. Son chiffre d'affaires s'élève à 600 millions de Deutschemark (DM). De plus, M.A.N. possède 50 % de l'entreprise M.T.U., dont le chiffre d'affaires pour l'armement est de 1,8 milliard de DM. M.T.U. produit des moteurs de blindés et de navires. M.A.N. s'intéresse aussi au nucléaire par l'intermédiaire de la « *Société pour le Développement des Techniques Nucléaires* » et de « *M.A.N.-Uranit Gronau GmbH* », dont il est actionnaire à 50 %.

Non seulement M.A.N. tire ses profits des ventes d'armes et de ses exportations vers le Chili et l'Afrique du Sud, mais il exploite de plus directement les forces pro-

ductives du tiers monde, par exemple en Afrique du Sud, en Turquie, en Argentine, au Brésil, en Inde, à Singapour et à Hong-Kong, dans ses filiales et agences.

Pour maintenir la situation, voire l'aggraver, dans ces pays, et afin d'assurer son accès aux matières premières, le capital multinational a besoin de détruire les mouvements de libération nationale dans le tiers monde. Les Pershings ont entre autres pour fonction d'empêcher tout soutien de l'Union Soviétique aux mouvements de libération, quelles que soient les autres raisons invoquées.

Il lui faut de plus déstabiliser la zone d'influence soviétique et en détacher certains pays. L'Europe en est le prix. Ces éléments sont complètement occultés par de grandes parties du mouvement pour la paix, qui n'établissent de rapport, ni entre le stationnement des missiles et la continuation de l'exploitation du tiers monde, ni entre ce stationnement et la crise dans les métropoles. Ce qui reste, c'est la peur pour la survie. Et leur espoir se réduit à ce que l'Etat trouve une solution négociée.

Un des buts du stationnement des missiles est de faire que l'on trouve toute situation plus supportable que l'enfer nucléaire. Chômage de masse, automatisation, restructuration du travail, suppression des acquis sociaux, militarisation de la société ne sont pas remis en cause, ni *a fortiori* attaqués...

19 septembre 1983,
Cellules Révolutionnaires



Dans le combat pour la vie, guerre à la guerre impérialiste

Dans la nuit du 7 au 8 août 1983, trente-huit ans presque jour pour jour après la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki, nous avons attaqué le mess des officiers de l'aviation US à Hahn/Hunsrück.

C'est ici que doit se dérouler le week-end prochain devant des milliers de gens, un

spectacle de démonstration en vol destiné à rendre la machinerie de la guerre plus proche de la population et à gagner son adhésion à la politique de génocide US. Mais ils ne sont pas sûrs de leur affaire. Le Ministre de la Défense, Wörner, constate lui-même, qu'aucune guerre ne peut être gagnée si la population n'est pas disposée à se défendre.

Un projet central de l'OTAN, mais justement un seul de ses projets, est le stationnement prévu des Pershing II et des missiles Cruise. A côté, on continue à développer à plein tour, l'armement conventionnel et chimique, bombe à neutrons, aménagement des installations logistiques (piste d'envol ouest à l'aéroport de Francfort, autoroute A 60) jusqu'à l'utilisation militaire de l'espace (armes au laser).

Nous pouvons décider à notre avantage les combats à venir pour le stationnement d'armes d'attaque; avec la volonté de les empêcher, mettons les faiseurs de guerre devant l'alternative :

— ou ils réagissent de manière ouvertement fasciste à notre résistance et ils risquent alors de voir se développer encore plus de mobilisation, un mouvement encore plus grand;

— ou ils sont contraints à chercher des possibilités de repli, ce qui représenterait pour nous un succès partiel et un gain de temps.

Pour nous, la résistance ici en RFA, le prochain pas à faire est de rassembler sérieusement les différents éléments et de les diriger contre l'ensemble du système impérialiste. Cependant, ils ne nous feront pas cadeau d'un millimètre de terrain. Face au combat de la guérilla et des prisonniers, ils réagissent par l'assassinat. Les images d'arrestations massives et d'êtres humains ligotés à terre ne viennent plus seulement du Chili ou de l'Afrique du Sud, mais bien de Krefeld ou de Wuppertal. Les balles de caoutchouc appartiendront demain, ici aussi, au quotidien des manifestations, comme depuis des années en Irlande du Nord.

Si nous voulons, malgré la répression et l'intégration (SPD, verts, fonctionnaires de la paix en pourparlers avec le pouvoir/les flics), déterminer pour nous la lutte, nous devons regarder au-delà de l'automne et nous préparer à un long et dur combat.

Notre but est d'ébranler le système des Etats-Unis et des Etats de l'OTAN pour finalement le renverser, parce que cela est le pré-supposé pour réaliser notre conception à nous de la paix — à savoir de réelles conditions de vie pour tous les hommes dans le monde entier.

Combat

Pour le regroupement de nos camarades prisonniers de la guérilla et de la résistance militante.

Et pour le regroupement dans le front de libération anti-impérialiste en Europe de l'Ouest : contre les USA/OTAN/RFA.

Transfert de Bernd Rössner auprès de ses camares à Celle!

Solidarité avec nos camarades dans les taules turques qui sont en grève de la faim pour leurs conditions d'existence contre la Turquie, Etat fasciste inféodé à l'OTAN.

Solidarité avec les peuples luttant en Amérique centrale contre l'impérialisme yankee.

Venceremos!

Août 1983, l'automne commence

Un communiqué des Cellules Révolutionnaires

C'est toujours la guerre lorsque les militaires descendent dans la rue

Il en fut ainsi pour la première fois en 1973 par suite de la protestation militante massive de l'opposition extra-parlementaire d'alors. Les maîtres de Berlin-Ouest, le Sénat et les alliés, virent qu'ils n'étaient pas en mesure de faire exécuter leur défilé militaire annuel. Abandonnant le centre-ville, ils se réfugièrent dans le château de Charlottenburg afin d'y tenir une courte cérémonie. Comme des rats, ils quittèrent leurs trous à la fin des années 70 pour nous « divertir » par des musiques militaires et le roulement des chars sur l'autel de la victoire.

En 1980, ils ont eu une nouvelle fois besoin de leurs 3 000 flics pour pouvoir organiser le défilé.

En réponse à cela, le toit de la maison des Etats-Unis fut investi en signe de protestation contre la politique impérialiste des USA.

Par l'attentat de la nuit du 20 au 21 mai 1983, nous avons essayé d'empêcher ce même défilé cette année.

1. Nous en avons marre de ces spectacles martiaux. Les défilés ne servent pas à la dissuasion extérieure mais à la conduite psychologique de la guerre à l'intérieur, il en est toujours ainsi. C'est pour cette même raison et ce depuis quelques années que l'on procède de nouveau à des prestations de serments et à toutes sortes de saloperies du même genre : dans les stades, dans les usines, partout où cela est possible. Mais ce n'est pas l'unique raison. La guerre des Malouines, l'année dernière, a montré comment les agressions militaires et les rumeurs d'expansionnisme peuvent faire facilement oublier les conflits sociaux et les conflits de société.

2. Par cet attentat, nous démontrons notre protestation et notre résistance à l'encontre des plans de surarmement de l'OTAN. Nous souhaitons qu'il y ait une multiplicité d'actions de ce type, pas seulement en rapport avec le stationnement des Pershings, mais contre toute ce qui est militaire et armement.

Contrairement à une partie du mouvement pacifiste, nous ne donnons à cette action aucun accent national. Nous ne nous battons pas contre le racket nucléaire et l'armement parce que nous croyons que c'est un danger qui menace spécifiquement l'Allemagne mais parce que par cela, c'est l'humanité toute entière qui risque d'être détruite. Nous préférons aimer et lutter avec nos camarades d'Europe de l'Ouest et d'Amérique Latine plutôt que de nous laisser avoir en intégrant l'esprit philistin et petit-bourgeois allemand, la misère des sentiments, le béton, le plastique et en les considérant comme des valeurs suprêmes.

Nous n'avons pas oublié ce que la petite cuisine allemande, repliée sur elle-même, a donné entre les deux guerres. Et ce n'est pas

très différent aujourd'hui : la RFA est partie prenante directement ou indirectement, de toutes les saloperies de l'OTAN, bien souvent en tant que force motrice (par exemple lors du putsch en Turquie). Et ce n'est pas en bricolant que la RFA externe une activité florissante d'exportation d'armements.

A Berlin-Ouest, l'OTAN est présent au travers des troupes américaines, anglaises et françaises. L'attaque contre l'armée allemande ou contre les usines d'armement est impossible ici.

3. Les alliés sont ici à Berlin, non pas quelque chose comme « une force de protection symbolique », mais bien plutôt les garants de l'ordre bourgeois. Ainsi, à certaines occasions importantes, ils travaillent main dans la main avec les flics (par exemple, lors des visites de Haig et de Reagan). Et naturellement, ils ne s'entraînent pas à Kreuzberg et à Schöneberg au combat de rue par ennui, mais surtout pour se préparer, en cas d'affaires sérieuses, c'est-à-dire, dans le cadre de la part qui leur revient dans la lutte contre-insurrectionnelle.

4. Cet attentat n'est pas anti-américain, anti-français ou anti-anglais, il est anti-impérialiste. Il est dirigé contre la politique anglaise en Irlande, contre la politique française en Afrique, contre la politique impérialiste dans la plus grande partie du monde. Voilà déjà quelques semaines, nous avons pris position quant aux perspectives et aux formes d'actions en rapport avec les fascistes dans la région de Francfort. Nous sommes depuis une dizaine d'années partie prenante d'une tradition de lutte anti-impérialiste. La première action des RZ était dirigée en 1973 contre une succursale d'ITT, pour sa responsabilité dans le putsch du Chili. Nous continuerons à nous appliquer à soutenir au cœur de la bête les luttes contre l'impérialisme. Et cela mode ou pas.

5. Il nous faut, du fait de cet attentat contre le défilé des alliés à Berlin, dire quelques mots sur les troupes soviétiques qui nous entourent. Nous refusons cependant de mettre sur le même plan les USA et l'URSS.

De la même façon, nous ne pouvons faire de différence entre les bons missiles (les soviétiques) et les mauvais (les impérialistes). Tous ces machins-là devraient être à la ferraille. A notre avis, les conditions intérieures en URSS et en RDA sont abominables. Les sociaux-révolutionnaires soviétiques assassinés ou tombés nous sont mille fois plus proches que la clique technocrate « réal-socialiste » régnante. Cela relève de la mentalité du joueur d'échec que de ne voir partout que l'œuvre de la CIA ou du KGB et de contrer avec le « sacrifice nécessaire » d'un pion.

Mais il est quand même évident que ces dernières années les USA veulent rétablir par leurs moyens militaires leur prétention à l'hégémonie en introduisant dans leur calcul une guerre nucléaire.

Partout dans le monde, les mouvements de libération se défendent, aussi avec l'aide soviétique, contre cette attaque. L'impérialisme US (assisté de ses différents associés) est le point principal d'attaque pour une politique anti-impérialiste.

Après qu'avec son aide, le sionisme et les Etats arabes réactionnaires ont attaqué et chassé la résistance palestinienne au Liban, c'est aujourd'hui en Amérique Centrale que se développe la belligérance guerrière impérialiste contre les mouvements de libération de toute la région. C'est pour cela que nous faisons part à ces derniers de toute notre solidarité.

Venceremos!

mai 1983, Cellules Révolutionnaires



Attentat contre une base américaine à Wiesbaden

D'après le principe plutôt un Reagan de mauvaise humeur qu'une mauvaise pluie nucléaire, nous avons saboté et rendu inutilisable, dans la nuit du 7 au 8 septembre 1983, le central de la base aérienne de Wiesbaden/Erbenheim. Pour cela nous avons coupé les câbles et enlevé les lampes.

Bien que ce central ne soit pas actuellement en service, il était à craindre qu'il soit utilisé dans les manœuvres qui vont se dérouler bientôt, pour le guidage des engins militaires.

Par cette action, nous ne voulons pas seulement protester contre le stationnement de nouveaux missiles nucléaires à l'Est et à l'Ouest, mais nous voyons celle-ci comme un petit pas contre la présence quotidienne de cet appareil du pouvoir qui méprise complètement les hommes : le militaire.

Le sigle des Cellules Révolutionnaires



Le mouvement anti-impérialiste en R.F.A.

Dans son texte de mai 1982, la RAF montrait la nécessité de l'existence d'un front anti-impérialiste et de son lien à la guérilla. Ce Front existe depuis 1981, diffus certes mais il a repris « l'esprit de Heidelberg ». Il agit loin des fausses colombes du mouvement de la paix et attaque l'impérialisme américain sans se laisser affaiblir par les attaques de l'Etat.

Les années 81-83 ont été marquées en RFA par le développement de la politique anti-impérialiste.

Elle s'est d'abord exprimée par les actions de la RAF, dont elle a toujours été le contenu stratégique : actions contre Kroesen, général de l'OTAN et Ramstein, base américaine, qui sont dans la continuité exacte de celles contre le Quartier Général de l'OTAN à Heidelberg en 1971 jusqu'à l'attentat contre Haig en 1978.

Ensuite, par une série d'actions des **Cellules Révolutionnaires**, groupe qui mène la lutte armée depuis 1973, qui attaque moins centralement l'Etat, mais surtout des objectifs économiques, les multinationales comme ITT.

Et aussi dans l'émergence d'un large mouvement offensif mobilisant dans les différentes villes les militants des groupes autonomes et anti-impérialistes contre toute sorte d'objectifs : véhicules et bâtiments de l'OTAN, de l'armée, des institutions politiques, judiciaires et policières au service de l'impérialisme, et dans des campagnes larges contre la construction d'une piste d'envol à Francfort qui devait servir à l'armée, contre la venue de Reagan en 1982, ou de Busch, le vice-président américain en 1983, par exemple.

Ce mouvement a trouvé sa cohésion lors de la grève de la faim des prisonniers de la RAF en 1981, grève la plus importante par le nombre de prisonniers politiques et sociaux qui s'y étaient associés. Le soutien à cette grève devait être non une solidarité de bonne conscience mais l'expression d'une identité commune anti-impérialiste que l'on pouvait lire dans les objectifs et dans les textes.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le texte des **Cellules Révolutionnaires** publié dans l'*Internationale* n° 1.

Le développement de cette offensive n'a pas été sans inquiéter le pouvoir... et bien sûr, le Mouvement pour la Paix. Celui-ci a pris une énorme ampleur ces dernières années en RFA du fait de l'implantation des Pershings. Il représente la plus forte mobilisation depuis les années 50, regroupant comme à cette époque des centaines de milliers de gens dans des manifestations monstres. Apparemment positif et fort efficace, c'est un géant au pied d'argile. Il a d'ailleurs de nombreuses analogies avec le mouvement des années 50 : à cette époque, il était dirigé par les forces modérées, Parti Social-Démocrate surtout (Parti Communiste aussi, qui, même s'il était plus offensif qu'aujourd'hui, était aussi respectueux de la légalité). Il a regroupé des millions de gens et s'est soldé par un échec qui doit être dans la mémoire des anciens militants.

Aujourd'hui, ce mouvement est contrôlé par les organisations bien pensantes, les églises qui font assaut de progressisme, les militants anti-tout, par tous ceux qui ne cherchent pas à renverser l'Etat par une pratique politique. Mobilisant juste trop tard, ils entraînent les foules dans une action désespérée parce que vouée à l'échec. Ils lancent appel au calme sur appel au calme, prévoient des chaînes humaines, des sittings comme aux plus beaux jours des années 60, et se désolidarisent de tout militant qui a voulu se donner d'autres moyens (ne serait-ce qu'une pierre lancée contre la voiture de

Busch). Ils crient au scandale, à la désorientation, au discrédit. En fait, ils utilisent la peur et le nationalisme.

En effet, ce qui est grave, c'est qu'une partie du mouvement, une partie seulement car il est trop facile de crier au renouveau du nationalisme outre-rhin, confond joyeusement nationalisme et anti-impérialisme.

Comme aux Etats-Unis, les militants anti-impérialistes ont tenté de donner un autre contenu au mouvement, car comme aux USA, ceux qui manifestent contre la guerre sont muets quand il s'agit du Liban ou du soutien aux militants luttant dans leur pays.

Aujourd'hui les fronts sont clairs : une grande partie du mouvement s'est institu-

tionnalisé, discute avec les flics et les autorités, une autre s'amuse à s'asseoir, se coucher devant les chars et bientôt à l'ombre des missiles.

Le mouvement, lui, continue à s'affronter. Il est soumis à une répression dure et préventive : arrestations de militants sous les prétextes les plus ténus (correspondance avec les prisonniers sur la revendication tabou de regroupements, bombages, distributions de tracts), arrestations et fichage de cent personnes lors d'une coordination en juillet. Elles visent à retirer des militants du circuit pour un certain temps, à affaiblir la résistance des prisonniers qui constitue un point d'orientation politique, théorique.

A cette situation générale, il faut ajouter un élément auquel on a peut-être donné trop

d'importance, mais qui a été utilisé par le pouvoir. C'est, en dehors du nationalisme imbécile du mouvement pour la paix, le nationalisme meurtrier des fascistes, qui après avoir tué des immigrés et insécurisé la communauté turque, composée d'ouvriers surexploités, après avoir commis des attentats-massacres en particulier à la Fête de la Bière en 1980, avaient choisi l'anti-américanisme au nom du renouveau allemand comme champ de bataille. Dans ce contexte, les organes de l'Etat et les médias ont cherché à faire l'amalgame entre révolutionnaires et fascistes, amalgame que l'on retrouvait jusque dans *Le Matin* : les fascistes et les révolutionnaires auraient au moins deux points communs, l'antisémitisme, l'anti-américanisme. ■

Extraits d'une lettre de Christian Klar, prisonnier, membre de la RAF

A propos de la discussion sur l'anti-impérialisme et l'anti-américanisme

Tu te souviens certainement d'un début de discussion que nous avions eu à propos de « l'anti-américanisme », peu après les attentats commis l'hiver dernier par des fascistes. Entre-temps, cette discussion a pris une autre signification, et je pense que dans ce cadre l'existence des néo-nazis n'est pas la chose la plus importante.

Le 6 avril, le *Tageszeitung* (1) a publié un texte des **Cellules Révolutionnaires** (2) où, partant d'une position de démarcation, elles disent beaucoup de choses à ce sujet. Le fait qu'elles déterminent l'anti-impérialisme essentiellement par une démarcation par rapport à une conscience « plus diffuse », vient tout simplement de leur idéologie, qui les empêche de reprendre le concept de guerre de classe internationale, ou de se déterminer par rapport à lui. Elles comprennent plutôt leur pratique comme « stabilisation » du courant « social-révolutionnaire et anti-impérialiste en RFA ». Il y a dans ce texte aussi quelques piques contre la politique prolétarienne, combattante, contre la guérilla. Evidemment, il s'agit pour la conduite psychologique de la guerre — de la même manière que dans l'écriture officielle de l'histoire à propos de l'effondrement de la République de Weimar, de rapprocher « l'extrémisme de droite » et de « gauche » — ce qui se fait déjà dans les nouveaux rapports de police. Et en rester au niveau du démenti, affirmer une « précision dans la lutte », en indiquant la différence entre un GI et un général, ou comme le font les **Cellules Révolutionnaires**, souligner que lors des actions contre les multinationales américaines, il n'y a pas eu de petit employé de touché, est la ligne la plus défensive qui soit. La différence entre la violence révolutionnaire, et le massacre de Munich (3) — pour lequel les services de police n'ont relevé comme seul élément important que le fait que selon eux, il n'aurait été commis

que par un seul homme — ou les meurtres racistes, est par trop évident.

Il est clair là aussi que l'Etat « régule » la signification politique de ces attentats fascistes. Ces attentats, commis par des groupes où les services secrets impérialistes peuvent se mouvoir apparemment assez librement, ne peuvent pas avoir de signification politique propre dans un pays, où le terrain fasciste essentiel est occupé au niveau institutionnel. Il n'y a pas ici de stratégie raciste authentique, mais seulement une stratégie dépendante. Et cela signifie que l'on ne peut pas se limiter à cela, l'exemple de la démagogie anti-américaine le montre, car cela contribue à dénoncer le combat anti-impérialiste.

Je ne veux pas développer cela maintenant, mais je pense fondamentalement que « l'anti-impérialisme » (que ce soit sous la forme de « l'intérêt allemand » au sein du SPD, ou de la marche forcée du gouvernement fédéral actuel vers une forme ouest-européenne) constitue une manœuvre intéressante de la bourgeoisie impérialiste et des Etats de l'Europe de l'Ouest :

- pour la division impérialiste du travail au sein de l'OTAN;
- et pour le contrôle de l'ampleur de la résistance contre l'hégémonie US.

Il n'y a aucune contradiction chez Kohl (4) quand il dit que l'alliance avec l'impérialisme US constitue l'élément essentiel de la raison d'Etat allemande.

L'autre point qu'il faut aborder dans ce contexte, est la politique du mouvement pour la paix. Et il faut partir là aussi — indépendamment du concept métropolitain chauvin de la paix et de la violence — de la même analyse : des intérêts et des stratégies de la bourgeoisie impérialiste — pour en venir à une attitude et à une critique exactes. La perspective fondamentale de l'impérialisme ouest-allemand est l'intervention dans les Etats socialistes de l'Europe de l'Est, et c'est aussi comme avant — malgré les in-

vestissements dans les pays dits à bas salaires d'Asie et d'Amérique Latine — développer le marché potentiel et intervenir en même temps et au maximum dans le rapport de forces international. Les commandos et le développement d'une politique ouest-européenne de la sécurité constituent la ligne essentielle de l'unité recherchée à tout prix des Etats de l'Europe de l'Ouest, et qui est organisée de manière décisive sur le plan institutionnel, au niveau de l'exécutif politique, du haut vers le bas, du niveau de l'ensemble des intérêts impérialistes à celui des intérêts nationaux.

A propos de la politique de sécurité, on a pu lire énormément de choses ces derniers temps, et aussi des conceptions inachevées. Une décision concrète a été la création d'une *Force d'Action Rapide* (5) (comme pas important pour l'intégration militaire dans l'OTAN) par la France. Ensuite, les possibilités d'une informatisation de la guerre conventionnelle, les idées de Rogers et du nouvel Inspecteur Général, et ce qui est le plus important : les réflexions pour la construction d'une puissance européenne nucléaire. Cela concerne en grande partie le mouvement pour la paix, son manque de conscience concernant l'internationalisme prolétarien, et son manque de conscience de classe. (...)

Christian Klar

(1) *Tageszeitung* (TAZ) : quotidien allemand s'inspirant du modèle de *Liberation*.

(2) Ce texte des RZ a été publié dans le n° 1 de l'*Internationale*.

(3) L'attentat de Munich a eu lieu en 1980 à la Fête de la Bière et a fait de nombreux morts.

(4) Kohl : chancelier ouest-allemand. Il a été nommé en 1982 après que la coalition CDU-CSU/FDP a remporté les élections. Il a remplacé Schmidt et le SDP à la tête de l'Etat.

(5) F.A.R. : *Force d'Action Rapide*. Sa création, annoncée pour juin 1982 par Charles Hermu. Elle aura des moyens importants (47 000 hommes + blindés + hélicoptères). Elle sera constituée de cinq divisions (une division automobile, une division de montagne, une division parachutiste, une division d'infanterie de marine et une division légère blindée actuellement à Beyrouth). Elle est dirigée d'une part contre l'Union Soviétique et d'autre part contre les pays d'outre-mer. Elle dépend de l'OTAN et sera subordonnée au commandement atlantique.

Les USA, les Caraïbes et l'Amérique centrale

On le sait, les USA — plus exactement l'impérialisme américain — considèrent que le monde entier doit leur appartenir.

C'est particulièrement vrai pour le golfe du Mexique, la mer des Caraïbes, l'Amérique centrale où ils voudraient que pas une île, pas un bout de côte, pas un bout de terre ne leur échappent.

Ils menacent Cuba qu'ils n'ont jamais accepté et n'accepteront jamais. Ils contrôlent la Jamaïque, Haïti et la République Dominicaine, on sait à quel prix d'exploitation et de cruauté. Le sucre est amer pour les Haïtiens vendus par Duvalier à Saint Domingue pour la récolte de la canne à sucre et quasiment réduits à l'esclavage. Et, quand des réfugiés haïtiens se précipitent vers l'Eldorado américain à la recherche de moyens de survie, ils sont parqués, emprisonnés dans des camps à Puerto Rico. Puerto Rico, que les USA occupent et dont la population n'a jamais cessé la lutte contre l'envahisseur et l'exploiteur américain.

La même situation règne sur le continent. Occupation, annexion des Etats du Nouveau Mexique. Contrôle économique du Mexique, pays pauvre, qui aurait tout pour être riche et faire vivre convenablement sa population si les richesses n'étaient pas pillées. Contrôle politique et policier du Guatemala et du Honduras où la guérilla doit lutter directement contre des forces formées et encadrées par des instructeurs américains. Menaces permanentes et massives contre le Nicaragua qui risque à tout moment le sort de Grenade. Parce que, dans ce contexte de fric et de sang imposé par les USA dans la région, toute tentative de libération est insupportable : Grenade est tombée. Mais la lutte continue, comme par exemple en Colombie, où le frère du Président a été enlevé.

Au Salvador, au Nicaragua, etc., où des camarades venus d'Europe ont rejoint le camp des combattants et alors que le pays appelle à la création de brigades internationales. ■

Grenade l'ordre règne

Le 13 mars 1979, le **New Jewel Movement (Jewel : Join Endeavour for Welfare Education and Liberation)**, mouvement socialiste anti-impérialiste prend le pouvoir au terme d'une courte révolution qui bénéficie d'un large soutien populaire. C'est la conclusion d'une longue lutte politique.

Comme pour les autres îles des Caraïbes, l'histoire de la colonisation de Grenade commence avec Colomb au XV^e siècle et est marquée par les occupations successives par la France et l'Angleterre. Et par l'esclavage contre lequel la population se révolte, par exemple en 1795 avec Julien Fedon. « Le développement du capitalisme » touche la Grenade aussi et l'apparition d'une couche bourgeoise entraîne la libéralisation politique sous la forme de la Constitution et du droit de vote !

Dans les années 40/50, Eric Matthem Gairy se profile comme « libérateur du peuple » en faisant une carrière syndicale qui le mène au pouvoir. Il ne tarde pas à établir un régime dictatorial et corrompu qui ne se maintient au pouvoir que par l'aide que lui apporte l'impérialisme et par la terreur imposée par sa milice privée, les « mangoustes » (calquées sur les sinistres « tontons macoutes » de Duvalier à Haïti).

Ainsi, en 1970, il fait réprimer durement une manifestation d'infirmités ; le 18 novembre 1973, six dirigeants du NJM sont bastonnés par le gang des mangoustes ; le 21 janvier 1974, le père de Maurice Bishop est abattu en pleine rue. En 1979, des préparatifs d'assassinat de dirigeants du NJM sont connus.

Cette montée du terrorisme d'Etat est la réponse du pouvoir au développement de la lutte populaire et du NJM. En effet, en 1973, deux congrès du NJM rassemblent chacun 10 000 person-

nes. En 1974, une grève générale paralyse le pays. Les manifestations de masse se multiplient.

La conséquence logique en est la révolution le 13 mars 1979. Des combattants du NJM occupent la caserne de True Blue. La station radio est occupée. Il n'y a pas d'opposition notable. Et Gairy, qui se trouve aux USA, en est quitte pour pleurer auprès de son puissant protecteur.

Sans idéaliser le nouveau pouvoir, on peut dire cependant qu'il a représenté un progrès pour le peuple de Grenade, surtout dans le domaine de l'éducation populaire, de la santé, du rôle des femmes. Et aussi avec certaines tentatives de Conseils et d'autodétermination de la population. Cependant, le nouveau pouvoir ne peut créer un îlot de libération dans un monde dominé par le capitalisme, et les réformes économiques structurelles sont insuffisantes.

Cependant, même cette modeste tentative d'autodétermination du peuple de Grenade s'est révélée insupportable à l'impérialisme américain qui entend rester maître de cette région et éviter le développement d'un modèle qui pourrait faire tache d'huile dans les Caraïbes. Prenant prétexte de développements intérieurs, des conflits au sein du NJM, les Américains ont envahi Grenade, et ce n'est là que le couronnement d'une longue suite d'attaques et de préparatifs américains contre Grenade.

Dès le mois qui a suivi la prise de pouvoir du NJM, la US Navy entreprend le blocage de l'île : « Le Département d'Etat américain a récemment pris la décision d'instaurer un blocus économique contre Grenade. Une rencontre a eu lieu avec deux autres pays impérialistes à Londres. Nous avons été informés que les deux autres pays impérialistes ne tenaient pas à être impliqués di-

rectement, mais des pressions ont été exercées sur eux pour instaurer le blocus économique... », déclare Maurice Bishop, leader du gouvernement de Grenade et du NJM.

Au mois de juin 1980, les USA passent à un stade supérieur de l'intimidation : une bombe explose dans la foule et fait trois morts lors d'une fête nationale de Grenade. La bombe comme les terroristes sont de fabrication américaine.

En mai 1981, les USA tentent, via la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, de bloquer le versement d'une aide de 86 millions de dollars, fournie par la CEE pour la construction de l'aéroport destiné à assurer l'indépendance de Grenade pour le tourisme et les échanges commerciaux.

Au mois de juillet de la même année, et parallèlement à des attaques renouvelées contre le gouvernement de Grenade dans les médias américains, la CIA organise et finance un groupe de contre-révolutionnaires chargés de déstabiliser le gouvernement révolutionnaire selon la méthode éprouvée à Saint-Domingue et au Chili. Au même moment, la télévision américaine présente les mercenaires que l'on entraîne ouvertement à Miami dans le but d'envahir le Nicaragua, Cuba ou la Grenade.

En août 1981, le gouvernement des USA organise ce qui apparaît aujourd'hui comme étant la répétition générale de l'invasion d'octobre dernier : des grandes manœuvres de l'armée dont l'objectif simulé révélait clairement le but des USA : le renversement du gouvernement de Grenade.

Bishop alerte tous les chefs d'Etat et les organisations internationales : « Nous sommes absolument convaincus que notre

pays est sur le point d'être envahi militairement par l'administration Reagan. Notre conviction est fondée sur l'information que nous avons reçue au sujet de manœuvres militaires de l'OTAN et des USA dans les Caraïbes appelées **Ocean Venture 81**... » Bishop en donne les preuves :

« 1. Le pays sujet à invasion dans les manœuvres a pour nom de code "Amber et les Amberdines", ce qui fait clairement référence à Grenade et à ses îles sœurs, Carriou et Petite Martinique.

« 2. Un débarquement a eu lieu à la pointe sud-est de Vieques*. Il existe un lieu sur la pointe sud de Grenade qui se nomme "Amber".

« 3. Or, Vieques, comme Grenade, possède un terrain montagneux. Une unité de combat de "Rangers" entraînée spécialement pour la guerre dans de telles conditions a été utilisée pour ces manœuvres.

« 4. En tant que participant à ces opérations, le bataillon a été transporté par air à partir de la base aérienne de Norton en Californie jusqu'à Vieques (ce qui couvre approximativement la même distance que celle nécessaire pour envahir Grenade).

« 5. Les raisons invoquées pour envahir "Amber" et les "Amberdines" sont directement liées aux thèmes de propagande utilisés contre Grenade :

a) chasser du pouvoir le gouvernement d'Amber décrit comme inamical ;

b) stationner les troupes dans l'île jusqu'à ce que des élections aient été organisées ;

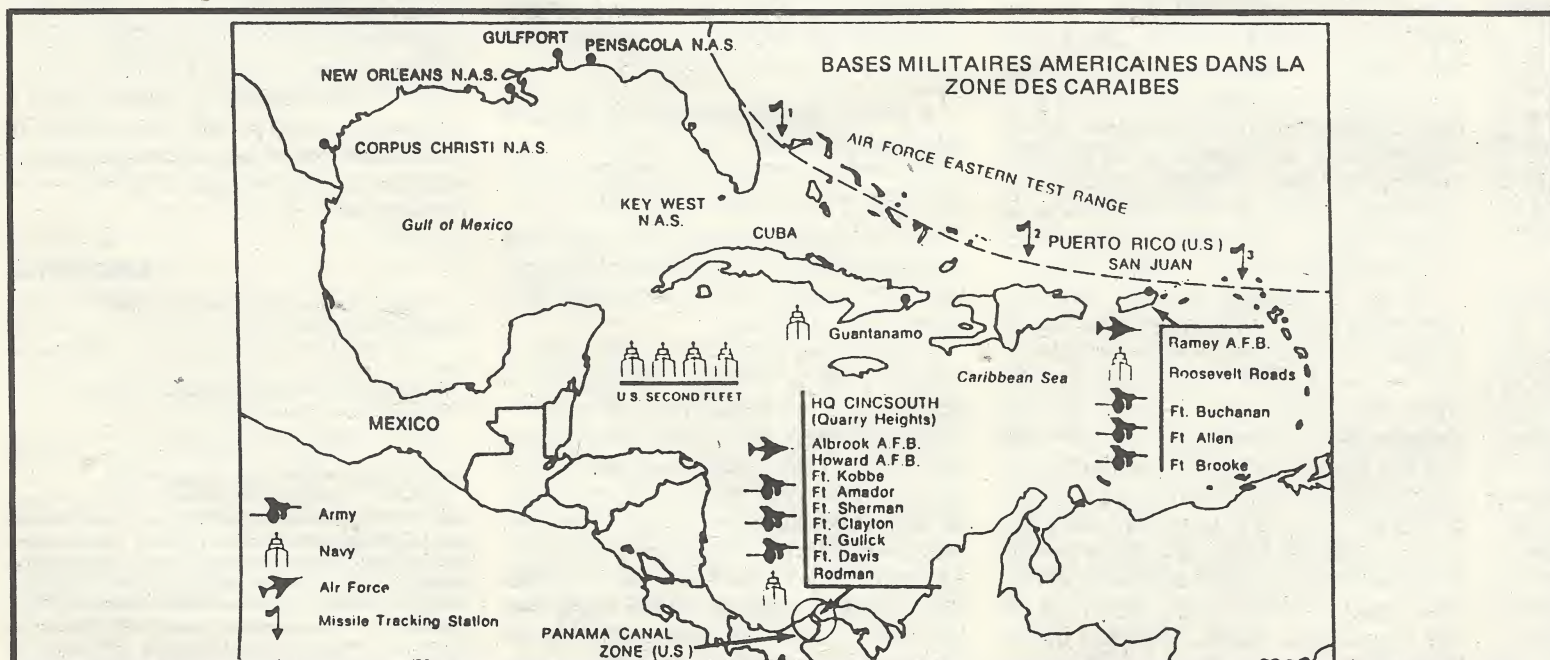
c) installer un gouvernement "favorable aux vues de Washington sur la démocratie..."

« 8. Mac Kenzie, Amiral de la flotte US des Caraïbes, a déclaré que l'objectif des manœuvres était de donner un exemple à ceux qui considèrent notre présence militaire dans le monde comme un aspect des capacités américaines à répondre, dans le bassin des Caraïbes. »

Cette description faite par le leader politique assassiné a trouvé sa confirmation dans la réalité.

Reagan prétend qu'il ne serait intervenu qu'à cause du désordre politique qui régnait à Grenade après la mort de Bishop. Il ne craint pas de se servir du cadavre de celui dont il a tant souhaité le départ qu'on peut se demander quelle est la part des USA dans son assassinat. Mais le cynisme des USA, lui, est des plus réels. Et c'est toute la révolution, c'est le peuple de Grenade, ce sont les révolutionnaires des Caraïbes et d'Amérique centrale qui en sont les victimes aujourd'hui. ■

* Voir l'Internationale n° 1 concernant l'occupation de Puerto Rico et la lutte des révolutionnaires portoricains en particulier à Vieques. !



Les Etats-Désunis (II)

La lutte des Noirs Américains dans l'Empire

Il y a deux Amériques *

L'une érigée sur le génocide, l'esclavage et, aujourd'hui, l'exploitation capitaliste. L'autre qui lutte pour sa vie, sa libération et, aujourd'hui souvent, pour une société socialiste libérée de toute exploitation du capital.

La première est l'Amérique qui a pratiquement exterminé la population aborigène (natif) : les Indiens qui s'organisent maintenant pour lutter contre l'Amérique triomphante. *L'Internationale* en « parlera » dans un de ses prochains numéros.

C'est l'Amérique qui a enlevé d'Afrique et importé comme du bétail d'autres hommes et qui a bâti une grande partie de sa richesse sur l'esclavage : « le capital arrive suant le sang et la boue par toutes les pores... Il fallait pour piédestal à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe, l'esclavage sans fard dans le Nouveau monde » disait Marx, en montrant comment le travail esclave pouvait se transformer en capital. Les scènes de rapt et de ventes sont toujours dans nos mémoires et nous feront toujours vomir.

C'est l'Amérique qui exploite la plus grande partie du monde en pillant les richesses des autres continents et qui n'hésiterait pas à faire sauter une partie de la planète au nom de la libre entreprise et du profit.

C'est l'Amérique qui exploite sur son sol des minorités diverses qui ont été contraintes à l'exil et qui forment avec les Indiens et les Noirs la plus grande partie du prolétariat des USA. Nous avons publié dans le n° 1 de *L'Internationale* des textes de la lutte portoricaine.

De l'autre Amérique, les Noirs sont une force essentielle. Il faut dire qu'ils forment la communauté la plus importante — plus de 25 millions pour une population de 200 millions d'habitants — la plus ancienne après les Indiens et qu'ils sont exploités au plus haut point : 72 % des jeunes noirs au chômage. La mortalité infantile est telle que vue sous cet angle, l'Amérique noire se classe parmi les pays sous-développés. Il en est de même si l'on considère le taux d'analphabétisme et le niveau de vie (si l'on peut encore parler de niveau dans la mesure où une partie de la population vit en deça du seuil de revenu minimal).

Quant aux prisons, plusieurs centaines de milliers de jeunes la connaissent sous les formes prévues pour les jeunes de 8 à 15 ans et les centres pénitentiaires sont remplis des « frères » de Jackson.

Mais les Noirs américains ne sont pas les éternelles victimes. Bien au contraire. Depuis les luttes contre l'esclavage jusqu'aux luttes d'aujourd'hui, et en particulier de la *Black Liberation Army* — dont nous publions aujourd'hui des textes — en passant par les *Black Panthers*, les révoltés des prisons et des ghettos, les Noirs sont à la pointe des combats dans les « Etats-Désunis ».

Ainsi, lors de la guerre du Vietnam, ils ont été parmi les premiers à lutter contre celle-ci. Et la BLA, poursuivant cette tradition, ne manque jamais de se référer aux luttes portoricaines, chicanos ou indiennes.

Les *Black Panthers* ont constitué le moment le plus important de l'orga-

nisation de la lutte des Noirs américains. Ils avaient pour but l'autodéfense et l'organisation des ghettos. Pour détruire cette organisation, l'Etat américain a employé toutes ses forces. 38 dirigeants ont été assassinés, 100 sont emprisonnés. Mais les *Black Panthers* restent un moment essentiel des luttes dans le monde. Le BPP, c'est aussi Jackson, arrêté pour vol, condamné à la prison « pour un an ou à vie », et qui a passé onze ans en taule pour 80 dollars avant d'être assassiné... parce qu'il était un révolutionnaire. Et c'est Jonathan, tué pour avoir voulu libérer son frère dont il comprenait l'engagement politique.

Aujourd'hui, certains voudraient voir la lutte des Noirs américains, intégrée à la lutte parlementaire, même le « *Monde Diplomatique* » ne parle dans son récent dossier que de la « marche dans les institutions ».

En fait, la lutte des Noirs, c'est encore et toujours la révolte, dans la tradition des révoltes anti-esclava-

gistes, des révoltes des taules et des ghettos.

Et c'est aussi la lutte de la *Black Liberation Army* et la revendication d'une nation noire. En 1968, en effet, se créait le Gouvernement Provisoire de la Nouvelle Afrique qui revendiquait 5 Etats du Sud : la Louisiane, le Mississippi, l'Alabama, la Géorgie et la Caroline du Sud. Ce gouvernement lutte pour une Afrique nouvelle, indépendante et socialiste. Il soutient le mouvement d'indépendance portoricain et les luttes dans les Etats annexés à la frontière mexicaine. Cette revendication a son origine dans l'histoire même de l'esclavage et des luttes contre celui-ci. Elle est reprise par les militants les plus conséquents et liée à l'aspiration à la libération et donc à la libération même du capitalisme. Les textes publiés dans ce deuxième dossier sur les luttes révolutionnaires aux USA doivent permettre de mieux comprendre les idées, la pratique, l'histoire et les militants de cette organisation qui se définit dans la continuité de la lutte des *Black Panthers*.

« Je me conçois comme un Noir, et un Africain, mais je ne serai pas content de moi tant que je ne serai pas devenu un vrai communiste, un vrai révolutionnaire... » G. Jackson. ■

* Nous n'employons ici le mot Amérique, mot abusif pour désigner les USA, que par commodité de formulation.

De nombreux militants et combattants revendiquent une « Afrique nouvelle, indépendante et socialiste », constituée des cinq Etats du Sud où les Noirs sont majoritaires. Nous publions ici une déclaration de Hermann Bell (membre de la Black Liberation Army) et un communiqué de l'Armée Noire de Libération, témoignages de la lutte de ces combattants.

Déclaration de Hermann Bell

Pour commencer, je suis membre de l'Armée de Libération Noire (BLA).

Une répression brutale, menée par les fonctionnaires fédéraux a presque complètement détruit le *Parti des Panthères Noires* (BPP), et la conséquence de cela est l'apparition de la BLA, qui a en quelque sorte succédé au BPP; on peut dire aussi que de cette façon les anciennes *Black Panthers* revivaient. La ligne politique est très semblable à celle du *Parti des Black Panthers*.

Ce qui est caractéristique de la *Black Liberation Army*, c'est que c'est un front militaire et politique. Militaire dans le sens que nous exerçons nous-mêmes notre défense à l'intérieur de la communauté contre les attaques policières racistes ou colonialistes contre les Noirs. D'autre part, nous voyons dans la lutte armée le seul moyen de pouvoir obtenir avec les Noirs et les pauvres en général leur libération. Les Noirs des USA veulent leur indépendance économique et politique, et ils veulent se débarrasser une fois pour toutes de

l'impérialisme américain et de sa domination coloniale.

Tout comme auparavant les *Black Panthers*, nous voulons être responsables nous-mêmes et dans le cadre de la communauté, de notre environnement et en même temps nous libérer de tous les parasites qui se sont engraissés en exploitant notre peuple. Les capitalistes qui ont pris tout ce qui avait de la valeur dans notre communauté et ne nous rendent rien; qui ont fait de notre peuple, un peuple de mendiants, et qui le confinent dans des lieux où il est impossible de vivre. De même cette relation économique faussée est la cause de la terrible misère des Noirs, qui s'exprime de la manière la plus claire par les meurtres de Noirs par des Noirs et par la prostitution des femmes. D'autres caractéristiques de cette situation coloniale faussée sont les conditions de logement insupportables, les mauvaises conditions de soins, des institutions scolaires inadéquates de même qu'un chômage chronique, etc. Tout ceci crée des conditions de vie précaires et inacceptables pour la colonie noire. Et, ce qui est le plus dangereux, ce sont les for-

ces de police colonialistes qui patrouillent dans notre communauté au nom de l'ordre capitaliste blanc. Du fait de leur fonction particulière et de leur mode brutal d'intervention dans notre communauté, le nom de porcs qui les qualifie, est tout à fait adéquat. Nous les ressentons comme une armée d'occupation dans notre communauté et la communauté noire est une colonie. Ces forces stationnent dans la communauté noire pour réprimer la rébellion, pour protéger la propriété des colonialistes et pour intimider les Noirs et les pauvres en général. La police et le système judiciaire travaillent pour le maintien de la division sociale injuste existante, entre possédants et pauvres, entre la classe capitaliste dominante et la classe ouvrière.

Vue comme cela, l'accusation de hold-up portée contre moi prend une signification plus profonde, parce que nous sommes décidés, nous, membres de la *Black Liberation Army*, à débarrasser notre communauté de tous les parasites et de tous les rapaces qui vivent aux dépens de notre peuple et qui ne produisent rien. Et nous

sommes prêts à employer tous les moyens, y compris la lutte armée, pour confisquer et exproprier les capitaux acquis illégalement... La *Black Liberation Army* mène la guerre contre l'Etat capitaliste sous la forme de la guérilla urbaine. A la suite de la campagne contre-insurrectionnelle du gouvernement, beaucoup de camarades ont été tué(e)s ou fait(e)s prisonnier(e)s. Beaucoup d'autres ont été contraint(e)s à rentrer dans la clandestinité.

J'ai été arrêté le 2 septembre 1973 en raison d'un mandat émis contre moi pour hold-up et meurtre de deux policiers coloniaux new-yorkais. Je vivais dans la clandestinité et le seul fait qui mena à mon arrestation est la torture brutale exercée contre trois camarades prisonniers au quartier général de la police de New Orléans. Le Département de police de New Orléans, le FBI, le Département de Police de la ville de New York et le Département de police de San Francisco — tous ont pris part à l'arrestation et à la torture de mes camarades et ils apprirent ainsi où je me trouvais. Laissez-moi vous dire : la torture physique est en soi toujours douloureuse, mais elle est

vraiment inhumaine quand on attache un « cattle prod » pour un électro-choc à vos organes génitaux ou quand on enfonce sans cesse dans votre pénis une aiguille à coudre. Et pouvez-vous vous imaginer la tête recouverte d'un sac sale, fermé au niveau du cou et comme point culminant, que l'on vous enfonce un objet inconnu dans la gorge jusqu'à ce que vous vomissiez, tout cela accompagné de coups brutaux, et ce durant toute une semaine. Et, ce n'est là qu'une partie de ce que les policiers, qui ne font « qu'appliquer la loi », ont fait subir à mes camarades dans le quartier général de la police à New Orléans, pour savoir seulement où je me trouvais.

Après mon arrestation, ils m'ont interrogé au quartier général de la police. Cela n'aurait aucun sens et ce serait me répéter que de décrire comment j'ai été traité là-bas. Je peux seulement dire que les tortures qui me furent infligées ont encore dépassé en cruauté celles infligées à mes camarades. Ils tremblaient d'excitation de pouvoir me toucher.

Libération d'une combattante

Le 2 novembre 1979, quatre hommes et une femme prenaient en otages deux gardiens de la prison de Clinton (New Jersey) où Assata Shakur, combattante, membre de l'Armée de Libération Noire (A.B.A.) était enfermée et prenaient la fuite avec elle. Ils étaient venus déguisés en visiteurs de prison. Peu de temps après, ils libéraient leurs otages. Assata Shakur était libre. Tout comme William Morales après son évasion, elle reprenait aussitôt la lutte.

La libération d'Assata Shakur était fêtée par l'ensemble du mouvement noir. Et le Comité de Coordination de la Black Liberation Army déclarait le 8 novembre 1979 : « L'existence de prisonniers politiques noirs est le résultat de la répression brutale exercée contre le peuple noir, ses droits nationaux et ses droits humains. Notre caramade et notre sœur, Assata Shakur, a été libérée de la prison raciste peu de temps avant le Jour de la Solidarité Noire, le 5 novembre; jour qui est célébré pour montrer au monde la nécessité de libérer tous les prisonniers politiques noirs



aux USA. La libération de ces prisonniers est essentielle pour assurer la protection des droits humains des noirs. La communauté noire ne peut accepter plus longtemps le traitement brutal de nos camarades prisonniers par l'administration pénitentiaire. En libérant la camarade Assata Shakur, nous avons clairement montré que la culpabilité ou la non-culpabilité d'un combattant noir pour la liberté n'a aucun sens,

mesurée à l'histoire d'un peuple en lutte contre la domination US.

Soutenez le combat pour le droit des noirs.

Libérez tous les prisonniers de la B.L.A.

Ayez le courage de combattre, ayez le courage de vaincre.

8 novembre 1979, Black Liberation Army

Déclaration de Herman Bell

...
Finalement, j'ai été enlevé de la prison de New Orléans par le Marshall fédéral et conduit à New York au mépris le plus total de mes soi-disant droits garantis par la constitution d'être entendu dans le cadre d'une procédure d'extradition. A New York, j'ai été accusé du meurtre de Waverly Jones et de Joseph Piagentini, deux policiers coloniaux particulièrement brutaux travaillant dans la communauté noire. L'Accusation triompha. C'était comme si le parquet, pendant que la police me recherchait, lui avait donné un chèque en blanc pour présenter ses trois témoins vedettes — des dénonciateurs payés qui travaillaient depuis trois ans plus, pour elle. C'était des témoins professionnels et le prix de leurs services — cela a été admis par le parquet — se montait à 400 000 dollars. Avec des témoins très bien payés, un jury choisi et un juge qui était du côté de l'Accusation, la question n'était pas si j'allais être condamné, mais à quelle rapidité cela allait se passer. Mais, malheureusement, dans le jury, il y avait quelques âmes courageuses et sincères qui se refusèrent à se laisser abuser par les larmes de crocodiles et les plaintes simulées du Département de Police ou par les menteurs rétribués, bien que le Parquet parlât d'eux en termes élogieux et donnât d'eux l'impression qu'ils étaient nés pour ce boulot. Grâce au courage et au sens de l'honnêteté des membres du jury, le procès se termina sans résultat. Ils refusèrent tout simplement de me condamner et c'est ainsi qu'un deuxième procès commença. Entre temps, je fus emmené à San Francisco et accusé de hold-up.

Lorsque j'arrivai au tribunal fédéral, on me proposa une transaction : quinze années si

je me reconnaissais coupable, sinon je risquais une peine maximale de vingt-cinq ans. Ma réponse fut que l'on cherche douze membres pour le jury et que l'on commence. C'est ce que l'on fit et l'on trouva même un juré noir pour montrer qu'ils n'étaient pas racistes. Les autres étaient blancs et de classes moyennes. Le Parquet se donna encore deux fois plus de mal pour donner l'impression qu'il était « beau joueur ».

Mais, après qu'ils m'aient recherché pendant trois ans, les témoins de l'Etat n'avaient plus des faits et des visages que des souvenirs confus. C'est pourquoi le Parquet avait fait asseoir tous ses témoins sur le dernier rang dans la salle du tribunal lorsque j'apparus, pour être absolument sûr qu'ils puissent m'identifier comme l'un des auteurs du hold-up. Naturellement, après un procès aussi « honnête », je fus condamné à vingt-cinq ans de prison. Lorsque cette procédure fut terminée, les services de New York m'attendaient pour un autre tour devant les tribunaux. Je fus condamné avec mes deux camarades de la Black Liberation Army, Albert Washington et Antony Bott, pour le meurtre des policiers Jones et Piagentini à deux fois vingt-cinq années de prison, avec la clause supplémentaire que nous ne pourrions bénéficier d'une libération conditionnelle qu'après vingt ans complets passés en taule. Nous avons été condamné à New York, dans une véritable atmosphère de lynchage. La presse de Rockefeller criait à la « mort » pour la Black Liberation Army et à la prison à perpétuité pour nous, « assassins de policiers » et « terroristes ». Ils espéraient que les gens, et en particulier les noirs, croieraient que nous frappons aveuglément, au lieu de frapper

seulement les porcs qui sont responsables de notre exploitation et ceux qui font leur sale boulot de soldats comme Jones et Piagentini.

Je pense qu'il est clair pour la plupart des Noirs que nous sommes les victimes permanentes d'une conspiration nationale qui viole nos droits humains et constitutionnels et notre droit à l'auto-détermination politique et économique. Parce que le travail ou, au moins, l'espoir de travailler est un élément essentiel pour discipliner la plus grande partie de la population et parce que les Noirs sont exploités par des structures économiques et sociales actuelles aux Etats-Unis, la réponse des Noirs à cette injustice flagrante de la présence d'une armée coloniale (sous la forme des départements de police), qui contrôle la colonie noire et qui la tient en échec, est nécessaire. Mais ni l'armée la plus puissante, équipée des armes les plus sophistiquées, ni les lois les plus répressives ne peuvent nous arrêter sur le chemin de la liberté... vers l'indépendance économique et politique totale. Ce serait un mensonge de dire que le peuple noir et le département de la police politique ont quelque chose en commun. J'aimerais terminer par une citation du livre de James Baldwin « The Fire Next Time » :

« En tout cas, les Blancs, qui ont volé sa liberté au peuple noir et qui ont profité de ce vol à chaque minute qu'ils ont vécu, n'auraient pas un point de vue moral. Ils avaient des juges, des jurés, des armes, la loi, en un mot : le pouvoir ! Mais ce n'était qu'un pouvoir criminel que l'on craint mais que l'on ne peut pas respecter et que l'on doit tromper de toutes les façons possibles. »

Hermann Bell

Les New African Fighters

Les Combattants de la Liberté sont le premier point de résistance de la Nation Noire. De différentes façons, ils représentent la continuité de notre combat pour l'autodétermination. Ils sont la manifestation actuelle de notre héritage historique; ils représentent la volonté inaliénable de notre peuple, volonté qui nous a permis de survivre aux formes d'oppression les plus brutales que le monde ait connues. Nos combattants expriment aussi, de façon exemplaire, la nécessité d'affronter et de vaincre nos oppresseurs. L'appartenance de nos combattants à différentes organisations ainsi qu'à différentes approches montre seulement le besoin de construire l'unité au sein de notre armée. C'est d'un point de vue interne qu'il faut travailler ces différences.

La Nation Noire doit se mobiliser pour soutenir ses combattants, où qu'ils soient. C'est dans un esprit d'unité nationale et de libération que ces camarades se sont montrés prêts à sacrifier leur vie et leur famille. Ils ont placé la survie de la Nation Noire au-dessus d'eux-mêmes et ont juré qu'il n'y aurait plus d'holocauste de la Nation Noire.

L'origine de nos camarades varie : la rue, les campus universitaires, le milieu des médecins et avocats ou celui des ouvriers. Ils ont traversé les antagonismes de classe et de sexe pour s'unir dans le but de défendre la Nation Noire et de soutenir tous les peuples épris de liberté.

Cette analyse de qui sont nos combattants ne cherche pas à fuir les contradictions internes mais veut établir les points fondamentaux d'unité. Actuellement, le régime fasciste s'efforce de déformer nos buts afin d'éliminer tout soutien et de nous aliéner la communauté noire. Nos oppresseurs espèrent écraser l'esprit de nos combattants, mais ils n'y réussiront jamais. C'est l'unité au sein de nos combattants et le soutien de la communauté qui nous permettront de résister.

Lorsque nous parlons des Combattants de la Liberté pour la Nation Noire et pour la survie des Noirs, il s'agit de ceux qui appartiennent à l'une ou moins des six catégories suivantes :

Vive les armées clandestines !

1. Celle des frères et sœurs qui, après avoir examiné la possibilité de résister à notre oppression sous tous les angles, ont décidé de rallier les rangs de tous les combats nationalistes. C'est dans cette perspective qu'ils jugent une armée commune nécessaire, une armée qui n'ait d'autres volontés que de protéger les vies et les buts de la Nation Noire, qu'ils soient définis ou non.

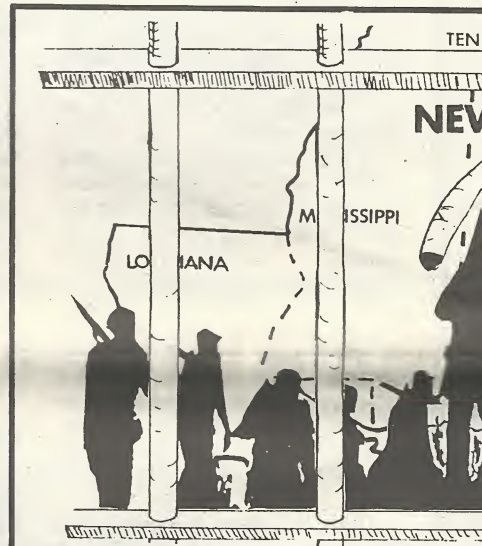
Vive la milice populaire !

2. Celle des individus représentant des organisations de la communauté impliquées dans l'effort quotidien pour défendre les intérêts sociaux et politiques de la communauté. Au sein de la population noire, ils tentent de défendre le respect de

soi-même et d'offrir des modèles à notre jeunesse. Ils cherchent à protéger notre communauté des humiliations quotidiennes et s'engagent à résister à l'oppression. Nous appelons cette force, la **Milice Populaire Nationale**. Parce qu'elle œuvre au grand jour, elle est constamment l'objet de complots, aussi est-elle contrainte à s'autodéfendre. Bien que leur travail et leur champ d'intervention soient différents, les sacrifices et les conséquences sont les mêmes.

Vive les réserves souterraines !

3. Celle des frères et sœurs qui étudient et travaillent en menant ce qu'on appelle une vie normale. Mais lorsqu'ils sont témoins de l'escalade de l'op-



pression et de l'attaque ou du meurtre des camarades clandestins, ils abandonnent tout pour rejoindre les rangs de l'armée. Aucune nouvelle violence contre notre nation ne restera impunie.

Vive les résistants du Grand Jury !

4. Celle des frères et sœurs qui refusent de se soumettre à l'oppression de l'Etat, en refusant d'y collaborer. Ils refusent de distordre le code moral qui doit guider notre peuple. Ils méritent nos louanges, qu'ils aient ou n'aient pas pris l'ultime décision de tout sacrifier. S'ils doivent choisir entre le soutien à la Nation Noire et leurs intérêts propres, leur cri est : « Vous pouvez prendre ma liberté, mais vous n'aurez ni ma fierté ni mon identité. » Ils nous rappellent que « le combat pour l'humanité est le combat continu de chaque vie et chacun perd de cette humanité s'il fait un quelconque compromis avec une autorité qu'il ne respecte pas ».

Vive l'Underground Railroad !

5. Dans l'escalade de l'oppression et de la résistance, ceux qui deviennent des cibles de l'Etat ont besoin du peuple pour survivre et continuer la lutte. Ce peuple responsable de leur survie, par un soutien spontané et organisé, continue la tradition d'Harriet Tubman et de « l'underground railroad » (le réseau souterrain).

Libération immédiate de tous les prisonniers de guerre !

6. Il faut présenter la lutte. C'est se forger sont venus les ci-des liberté ph toute leur tuelle. No que l'opp comme lo prisons d Quentin, poursuive de résista jamais ou de guerre leur libér sance de nier de gu que nous à la libéra la lumière

bole de c une forte l

Sur la q alliés...

Il ne fa guerre es talisme e constituer gers pour ses du m res de l constituer y collabo. Ils refusent de distordre le code moral qui doit guider notre peuple. Ils méritent nos louanges, qu'ils aient ou n'aient pas pris l'ultime décision de tout sacrifier. S'ils doivent choisir entre le soutien à la Nation Noire et leurs intérêts propres, leur cri est : « Vous pouvez prendre ma liberté, mais vous n'aurez ni ma fierté ni mon identité. » Ils nous rappellent que « le combat pour l'humanité est le combat continu de chaque vie et chacun perd de cette humanité s'il fait un quelconque compromis avec une autorité qu'il ne respecte pas ».

Vive la palestini

De l'OL ténacité a l'ambigui ceux qui c liés natu se plier a lisme sion litaires m tants pale par une v au projet israélien, dans la lut patrie; «

dom

ppeler que les de guerre re- toire de notre ur exemple que tte armée. Ils catégories décri- rant perdu leur ils résistent de mentale et spiri- ns vu que lors- é se présente, évoltes dans les Soledad, San et Pontiac, ils us leur volonté ous ne devons nos prisonniers devons exiger t la reconnais- tatut de prison- e n'est qu'ainsi rons notre droit tionale. Ils sont colline, un sym-



ous bâtissons : Noire.

on des

n doute que la contre le capi- érialisme qui us grands dan- sses laborieu- tier. Les guer- on nationale ce la plus signi- émembrément s. Etats-Unis/ heid, fers de nation impéria- ment contestés. C (Congo), la ' sont engagés à mort pour li- es griffes de es forces com- rrique Nouvelle même sens. Il ce objective en- libération anti- tionalistes. s soutenir réci- apprendre de s respectives.

du peuple

avons appris la tte. Face à l'abandon de t dû être ses al- LP a refusé de t de l'impéria- ux attaques mi- s, les comba- ts ont répondu politique. Face ocide de l'Etat ont réengagés ongée pour leur avons appris.

qu'en dernière analyse, si nous voulons nous libérer, nous devons le faire nous-mêmes ». C'est une grande leçon.

Indépendance et socialisme pour Puerto Rico!

La lutte pour la libération de Puerto Rico, de l'hégémonie américaine est devenue l'une des luttes les plus exemplaires en Amérique du Nord. Etouffées par la presse capitaliste, les forces de libération nationale de Puerto Rico ont réussi à développer leur combat sur tous les fronts, sur leur sol et aux Etats-Unis. En coordonnant des campagnes militaires et politiques, elles ont poussé leur combat à un point où il ne peut plus être ignoré. Leur combat est un

alliés, nous les avons gagnés dans des engagements humanitaires, dans un soutien matériel concret et par nos exemples militaires. D'un point de vue politique et stratégique, il serait erroné, d'abandonner ces alliés qui ont combattu à nos côtés, qui ont subi des pressions et des tortures. Ce serait un mauvais exemple pour la solidarité internationale si les combattants noirs les abandonnaient.

Pourquoi avons-nous besoin des combattants de la liberté?

Nous avons besoin des combattants de la liberté, parce que les contradictions principales entre les oppresseurs blancs et la Nation Noire n'ont pas été résolues. Nous sommes continuellement confrontés à la C.I.A., au F.B.I. et à la terreur policière. Le Ku Klux Klan, armée blanche civile et mercenaire menace toujours notre existence. Enfants, femmes et hommes noirs sont toujours assassinés sans que les responsables soient poursuivis par la justice. Face à l'oppression économique, politique et sociale conjuguée, nous avons besoin d'une force pour nous défendre et nous libérer. C'est le rôle de nos **Combattants de la liberté pour l'Afrique Nouvelle**.

La résistance organisée est essentielle lorsque nous sommes confrontés au terrorisme organisé. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés quand toute la machine politique et militaire américaine est dirigée contre nous. Ne pas reconnaître cela est une erreur politique. Nous devons être conscients de la « *tactique de l'oignon* », c'est-à-dire que notre résistance est épluchée peu après peu par l'isolement et la propagande qui nous traite de criminels et de terroristes et par l'emprisonnement et le meurtre de ceux qui sont sur la ligne de front. Cette tactique peut être contrecarrée par le soutien massif à nos combattants, formés en une armée organisée par et pour le peuple.

Défendons notre héritage de lutte et de résistance, construisons l'armée du peuple pour la défense nationale.

Libération de tous les prisonniers de guerre.

Soutien aux combattants de la liberté.

Vive le réseau souterrain.

Vive les FALN.

Vive l'Armée de Libération Noire.

Libérons notre patrie.

Honneur aux combattants de la liberté de l'Afrique nouvelle.

Créez de nombreuses cellules révolutionnaires.

Défendons la révolution nicaraguayenne.

Victoire au FMLN/FDR.

Pour un Puerto Rico indépendant et socialiste.

Construisons un mouvement de résistance révolutionnaire.

Combattons l'impérialisme US.

New African Freedom Fighters (Combattants de la liberté pour l'Afrique Nouvelle)

Le Grand Jury

Comme dans la lutte contre les organisations portoricaines, l'Etat utilise le moyen judiciaire du Grand Jury contre la résistance des Noirs américains.

Le 18 novembre 1982, le Grand Jury Fédéral de Rico (G.J.) impliquait 11 personnes dans l'une des plus grandes conspirations depuis le procès des 21 Panthers en 1969.

Après avoir enquêté pendant un an sur la **Black Liberation Army (B.L.A.)**, le gouvernement US a accusé les combattants de la liberté et les activistes d'avoir participé à la « *conspiration des racketts* » : série de hold-up dans de nombreuses banques; était également comprise dans cet acte d'accusation la libération de prison d'Assata Shakur, le 2 novembre 1979.

Les noms des personnes impliquées dans cette conspiration sont : Dr Mutulu Shakyr, Sekou Odinga, Nehanda Abiodun, Bilal Sunni-Ali, Chui Ferguson, Jamal, Iliana Robinson, Nilse Cobeo, Susan Rosenberg, Silvia Baldini et le Dr Alan Berkman. Sur ces onze personnes, quatre sont actuellement libres.

Depuis les années 60, le F.B.I., par **Cointelpro** interposé, a emprisonné et assassiné les chefs noirs révolutionnaires dans le but de détruire la lutte noire de libération. Par le procès des 21 Panthers, il s'était attaqué au leadership du mouvement révolutionnaire, à un moment critique de son développement.

Aujourd'hui le F.B.I. utilise le RICO, moyen indirect pour attaquer le mouvement de **New Africa** et la **B.L.A.** Les enjeux sont donc importants. Ce sont les deux organisations combattantes de la liberté actives qui organisent de vastes mouvements de protestation contre les sentences de vingt ans prises à l'encontre de chaque inculpé. Dans son effort pour détruire la **Black Liberation Army**, le F.B.I. utilise systématiquement la torture contre les combattants de la liberté de **New Africa**. De même, toujours pour détruire le mouvement d'indépendance de **New Africa**, le F.B.I. a utilisé de nombreuses méthodes répressives : le Grand Jury, une police spéciale politique telle que la Task Force Terroriste, il a aussi utilisé comme tactique la création de traîtres.

Cette accusation est une tentative du F.B.I. pour atteindre la base de la guerre insurrectionnelle et vise à détruire la lutte pour la liberté de **New Africa**; en balayant la **Black Liberation Army** et le mouvement public qui est le soutien à la lutte armée. Le premier but du F.B.I. n'est pas différent de ce qu'il a toujours été : détruire le mouvement révolutionnaire, et en particulier le mouvement révolutionnaire noir qui constitue une menace fondamentale de destruction des bases de l'empire US.

Aujourd'hui le F.B.I. utilise les accusations du RICO pour attaquer le mouvement de **New Africa** et pour arrêter le développement de l'armée clandestine — moyen vital pour implanter une stratégie révolutionnaire pour la libération de la nation de **New Africa**.

La stratégie utilisée pour gagner l'indépendance et le socialisme de **New Africa** est en contradiction directe avec la stratégie impérialiste de la **Trilatérale**, contradiction dans laquelle le peuple noir a investi tous ses efforts. L'impérialisme utilise le génocide et la déportation du peuple noir — chassé des grandes villes de sa nation — pour déraciner le mouvement d'indépendance de **New Africa**. Il utilise en particulier cette tactique contre les forces armées qui résistent à la répression et construisent la capacité d'entraîner le peuple dans la guerre.

Par l'utilisation du RICO, le F.B.I. essaie également d'arrêter le développement du mouvement des révolutionnaires communistes blancs, ces derniers ayant choisi de combattre pour la libération de **New Africa**, comme pour toutes les nations opprimées, et pour la totale destruction de l'impérialisme US. Le F.B.I. vise particulièrement l'organisation communiste du 19 mai et cherche à l'anéantir. Il sait que nous sommes une organisation publique engagée dans une stratégie de lutte armée visant à la destruction de l'empire US. Et l'Etat sait que nous considérons les forces révolutionnaires de **New Africa**, les luttes portoricaines et mexicaines, comme les leaderships révolutionnaires de ce pays, et il essaie d'empêcher la construction d'un vaste mouvement révolutionnaire du peuple ouvrier blanc combattant en liaison avec les luttes de libération pour une totale destruction de l'impérialisme et la construction du socialisme. Ainsi, il a accusé Silvia Baldini et Alan Berkman, membres de notre organisation, pour leur travail révolutionnaire illégal.

L'accusation du RICO est le produit d'une investigation d'un an du Grand Jury ayant commencé le 6 octobre 1981. En premier lieu, le F.B.I. s'intéressa aux activités de la **Black Liberation Army**. Depuis l'évasion d'Assata Shakur, le 2 novembre 1979, le F.B.I. n'a jamais été « capable » de la reprendre, ni de capturer les soldats de la B.L.A. qui l'ont libérée.

La libération d'Assata Shakur fut largement soutenue et bien ressentie

dans toutes les communautés noires du pays. Le soutien public qui s'est manifesté en sa faveur était en totale contradiction avec les efforts du gouvernement cherchant à criminaliser la libération d'Assata. Depuis deux ans, la **Black Liberation Army** a revendiqué trois autres actions : l'attentat au siège de la Fédération de rugby de l'Ouest, en protestation contre la tournée des Springbox, la vengeance contre le NYPD suite à la capture de Bashir Hamid (s/n James York), et la tentative d'expropriation de la Brinks, le 20 octobre 1981 à Nyack (New York). Cette expropriation était conduite par la Force Armée Révolutionnaire, groupe de la B.L.A., qui inclut des révolutionnaires noirs et des combattants de la liberté blancs. Durant cette période de deux ans, le mouvement d'indépendance de **New Africa** a continué à organiser la lutte armée du peuple pour gagner l'indépendance et le socialisme en **New Africa**.

Dans le même temps, l'Organisation Communiste du 19 Mai a organisé le peuple blanc pour qu'il soutienne Assata Shakur, ainsi que tous les combattants de **New Africa** et le mouvement d'indépendance de **New Africa**.

Avec la capture de quatre combattants suite à l'opération d'expropriation de la Brinks, le F.B.I. a porté son offensive plus haut, visant à l'anéantissement de la **Black Liberation Army**, cherchant à détruire le mouvement d'indépendance de **New Africa** et le mouvement blanc anti-impérialiste. La **Task Force Terroriste** nous a donné quelques coups durs : le meurtre du combattant de la liberté MTAYARI SHABAKA SUNDIATA, la capture et les tortures contre SEKOU ODINGA, l'arrestation qui en a suivi de KUWESI BALAGOON, et l'arrestation de nombreux activistes. L'année dernière, la **Task Force Terroriste** a mené beaucoup d'actes de terreur contre les noirs communistes. Dans le but d'arrêter le combattant Fulani Sunni pour sa participation à l'opération d'expropriation de la Brinks, 200 policiers spéciaux, équipés de tanks, d'hélicoptères et d'armes automatiques, furent mobilisés pour attaquer une petite école fermière Gollman Mississippi; ils terrorisèrent les trois adultes et les douze enfants qui habitaient là. Durant l'année passée, la **Task Force Terroriste** a éventré des maisons, cassé des voitures et mis les activistes sous une surveillance constante. Quand Silvia Baldini fut arrêtée, dix agents de la **Task Force Terroriste** investirent sa maison, emportant ses ouvrages personnels et les documents de l'Organisation du 19 Mai.

L'autre procédé utilisé par le F.B.I. durant cette année de longue offensive fut le Grand Jury, réuni pour juger les actes de « racket et de corruption » des organisations (RICO). Le RICO est une structure répressive qui a été votée dans le but de combattre le crime organisé et qui a été utilisée ensuite contre les organisations révolutionnaires. Grâce à la procédure du

RICO, le gouvernement peut emprisonner les gens uniquement pour leur appartenance politique, leur rôle de cadre dans les organisations révolutionnaires. Le RICO est utilisé pour obtenir des informations sur le mouvement révolutionnaire pour l'indépendance de **New Africa** et la B.L.A. pour trouver des chefs d'inculpation, pour lancer des avis de recherche, pour emprisonner les chefs du mouvement, pour créer des traîtres. Aussi, le RICO est-il une menace pour l'ensemble du mouvement indépendant de **New Africa**.

Au total, dix personnes furent emprisonnées pour avoir refusé de collaborer aux investigations du Grand Jury. Ce principe révolutionnaire de non-collaboration avait été édifié par les chefs des luttes portoricaines et mexicaines, ces derniers combattent maintenant les efforts de l'Etat qui les charge d'accusations criminelles en raison de leur résistance au fascisme du Grand Jury. En prenant l'attitude de non-collaboration, les résistants au Grand Jury sont amenés à être dans une position de totale résistance. Les déclarations de Shabeen Jabbar devant le Grand Jury révèlent l'attitude des résistants : « *Notre non-collaboration doit être accompagnée de la conviction que la prison n'est pas une défaite. Cela démontre que le gouvernement ne peut casser la volonté et l'esprit de notre peuple.* »

Face au refus des résistants de témoigner devant le Grand Jury, celui-ci a basé ses accusations sur les récits des informateurs et des traîtres. Les mêmes informations rédigées par le F.B.I. et signées par Solomon Brown sous la torture (déclarations qu'il a rétractées par la suite) sont mises maintenant dans la bouche de Tyrone Rison. Et les élucubrations dues à l'esprit dérangé d'Yvonne Thomas sont attribuées maintenant à Peter Middletown.

L'usage des traîtres est une tactique classique contre tous les mouvements insurrectionnels du monde. Le F.B.I. suit les méthodes des forces de police fascistes des autres pays pour retourner les gens par la coercition et les brimades. Depuis longtemps c'est l'unique voie des forces de police pour obtenir ou inventer des informations sur les mouvements révolutionnaires. Il ne fut pas surprenant que le F.B.I. essaie cette tactique contre la lutte de **New Africa**. Ce fut une victoire pour le F.B.I. quand il transforma deux hommes en traîtres à leur peuple. Et même si les témoignages de ceux-ci ne furent que mensonges et falsifications, l'Etat fut capable de les utiliser pour arrêter et accuser sept personnes et lancer des appels au meurtre contre les combattants de la liberté quand il était incapable de les capturer.

Dans son effort pour établir des termes politiques et abattre le mouvement indépendant de **New Africa** et le mouvement blanc anti-impérialiste, le F.B.I. utilise le RICO pour accuser les **New Africans** et les blancs anti-impérialistes, sous l'inculpation de « *conspiration de racket* ». Le F.B.I. a essayé d'utiliser ce procédé pour discréditer la lutte de **New Africa** et pour représenter les révolutionnaires comme des criminels. Kenneth Wals-ton, de la **Task Force Terrorist** (force d'intervention anti-terroriste), lors d'une apparition à la télévision, a déclaré que « *ces gens volent les banques parce qu'ils ne veulent pas travailler pour vivre...* » « *C'est seulement après qu'ils parlent de liberté pour le pays.* » Dans cette épreuve, le F.B.I. utilise les traîtres afin que le public croit à son bourrage de crâne, disant que la révolution a dégénéré, que c'est une entreprise criminelle, que toute personne ayant une once de respect ne peut agréer. Ce qui définit le cadre, cependant, c'est la force du comportement révolutionnaire des combattants de la liberté. Dans l'épreuve du pays Rickland où six personnes ont été inculpées pour l'expropriation de la Brinks, les combattants de **New Africa** ont établi les vrais termes politiques.

Chronologie des principaux événements de 1979 à 1982

Ce texte de l'Organisation du 19 mai constitue une chronologie de la répression exercée par le Grand Jury et donne des indications sur l'histoire des luttes des organisations noires.

La résistance totale montrée par New Africa et les blancs anti-impérialistes dans l'épreuve de Rockland le 13 septembre 1982 a retourné une défaite potentielle en victoire. L'Etat n'a pas été capable d'établir une propagande mêlant criminels et terroristes dans la même sauce.

Aussitôt, les combattants de la liberté ont entrepris l'offensive, retournant la stratégie de l'Etat. Sekou Odinga et Kuwesi Balagoon du POW ont pris le parti de dire que le tribunal US n'était pas habilité à juger les combattants de la liberté d'une nation colonisée luttant pour sa libération; des révolutionnaires anti-impérialistes Judy Clark et David Gilbert ont fait un grand exposé sur l'illégitimité du gouvernement US. Leur témoignage a démontré que l'Etat était un terroriste et les révolutionnaires des combattants de la liberté, leur témoignage fut écouté dans tout le pays. Les combattants de la liberté ne se sont pas écroulés parce qu'ils étaient en prison. La résistance totale qu'ils ont montrée est une force que l'Etat n'a pas été capable de contenir ni de détruire. Dans cette force de caractère nous pouvons comprendre Sekou Odinga dans son combat sur l'utilisation des traîtres et des informations au RICO.

Ce cas démontre que la conspiration pourrait être un dangereux précédent pour tous les révolutionnaires et pour tous les mouvements progressistes de l'empire US. Les chefs d'inculpation des combattants de la liberté et des activistes portaient sur toute une série d'actions. En plus de l'évasion d'Assata Shakur et de l'expropriation de la Brinks, les camarades ont été accusés d'avoir pris part à la conspiration des rackets par les hold-up de Pittsburgh, Bronx, Inwood et d'Arlington. Ils étaient accusés d'avoir attaqué des transports de fonds à Namvet, New York et Danbury. Le Grand Jury n'a jamais prouvé que ces attaques se sont produites. Le F.B.I. a utilisé ces charges pour envoyer les membres du mouvement révolutionnaire en prison pour vingt ans ou plus.

C'est Sylvia Baraldini qui avait le plus de charges avec l'évasion d'Assata Shakur et avec le kidnapping du garde de la prison pendant cette évasion. En fait, c'est le large soutien à l'évasion qui était visé et aussi toute la B.L.A. Et c'est ce que veut précisément l'Etat : détruire le soutien légal en essayant de criminaliser son action révolutionnaire. Depuis 1973, quand Assata Shakur fut arrêtée à New Jersey Turpike, l'Organisation du 19 Mai construisit les forces de lutte pour que le peuple blanc la soutienne comme une combattante révolutionnaire de la liberté. C'est ce travail qui était la clef de la politique de l'Organisation Communiste du 19 Mai, pour combattre avec le peuple noir dans la lutte armée pour la libération et la défaite de l'impérialisme US. Par ce travail, nous comprenons qu'il n'y a pas d'autre stratégie pour le peuple blanc que la défaite de l'impérialisme et la construction du socialisme dans une stratégie nationale de guerre de libération. Pour la politique révolutionnaire du 19 Mai, Sylvia Baraldini a été accusée de chefs d'inculpation criminels.

L'accusation du Docteur Alan Berkman pour l'attaque de la BRINKS est une autre attaque contre l'Organisation Communiste du 19 Mai et un essai d'arrêter le peuple blanc dans sa participation à la lutte révolutionnaire. Parce que le 19 Mai a construit un soutien pour la liberté des combattants, un de nos militants fut accusé de participation à cette affaire. Parce que Berkman a apporté un traitement médical correct aux prisonniers de guerre et qu'il a exposé les tortures subies par Sekou Odinga du New Africa Power. Il fut accusé avec Marilyn Buck après l'action du 20 octobre et eut une peine de 12 ans. La seule voie pour arrêter ces mesures fascistes visant à la destruction des organisations révolutionnaires, est de construire un mouvement révolutionnaire basé sur le soutien concret aux combattants de la liberté. En appliquant le principe que les combattants de la liberté sont en lutte, nous pouvons changer les termes dans lesquels l'Etat essaie d'établir le cadre de notre combat.

2 novembre 1979 : libération d'Assata Shakur de la prison d'Etat du New Jersey, 3 jours avant la marche de 5000 personnes aux Nations Unies pour les *National Black Human Rights*, sous la bannière de l'autodétermination de la Nouvelle Nation Africaine.

19 avril 1980 : des agents du FBI, lourdement armés, pénètrent de force et en toute illégalité dans les appartements de familles noires au 92 avenue Morningside et menacent Ebun Adelona, ainsi que sa petite fille de 5 ans, après avoir vérifié qu'elle n'était pas Assata Shakur.

4 mai 1980 : le chef de la police new-yorkaise, Robert McGuire, forme la « *Joint Terrorist Task Force* » (force d'intervention antiterroriste) à partir de l'unité antiterroriste de la police new-yorkaise et d'agents spéciaux du FBI.

16 avril 1981 : fusillade dans le *Queens Boro* à New York. Le flic Scarangella est tué, son collègue Rainey est blessé.

2 juin 1981 : expropriation d'une voiture blindée de la Brinks dans le Bronx (non revendiquée).

29 septembre 1981 : la *Black Liberation Army* revendique l'attentat contre le siège de la Fédération de Rugby à Schenectady, New York. Cette action est une juste indication des liens indestructibles entre notre lutte de libération et la lutte pour l'indépendance en Azanie et en Namibie.

20 octobre 1981 : tentative d'expropriation à Nanuet, New York, et fusillade avec la police. Kathy Boudin, Samuel Brown, Judy Clark et David Gilbert sont arrêtés et emprisonnés à la prison du Comté de Rockland. Samuel Brown est torturé. Il a le cou brisé. Tout soin lui sera refusé pendant trois mois.

23 octobre 1981 : la *Joint Terrorist Task Force* lance une attaque directe contre les combattants Sekou Odinga et Mtayari Shabaka. Le flic Irwin Jacobsen assassine de sang-froid Mtayari. Sekou est fait prisonnier malgré une farouche résistance. Premières auditions à Nyack sur l'expropriation de la Brinks.

27 octobre 1981 : arrestation de Fulani Sunni-Ali, vice-présidente du Gouvernement provisoire de la République de la Nouvelle Afrique. Pour cette arrestation, le FBI a mis en branle 200 hommes lourdement armés, 4 tanks, 3 hélicoptères, afin d'encercler une petite ferme à 6 h du matin. A New York, Eve Rosahn, militante blanche anti-impérialiste est arrêtée sous le chef d'accusation de complicité dans l'expropriation de la Brinks.

9 novembre 1981 : Chokwe Lumumba, avocat renommé et ministre de la Justice de la République de la Nouvelle Afrique, est interdit de défense pour Fulani. Eve Rosahn est assignée devant le Grand Jury Rico.

23 novembre 1981 : expropriation de la banque « *Navy Federal Credit Union* » à Arlington, Etat de Virginia, non revendiquée.

21 décembre 1981 : expropriation d'une banque en Géorgie, non revendiquée.

9 janvier 1982 : la police de Philadelphie arrête et bastonne Abdul Majid.

12 janvier 1982 : Abdul Majid est inculpé à Rockland.

20 janvier 1982 : la *Joint Terrorist Task Force* arrête Kuwesi Balagoon, qui avait été inculpé par le Grand Jury de Rockland.

20 mars 1982 : raid de la *Joint Terrorist Task Force* à l'Association Noire d'Acupuncture : destruction de matériels de la clinique. James Wilson, Richard Delaney, Makini Shakur et Peter Middleton sont assignés illégalement devant le Grand Jury Rico. Middleton (alias Kaman Bayete) commence à collaborer avec les flics. Arrestation de Chui Ferguson et de Jamal Joseph, leurs femmes sont appelées devant le Grand Jury.

26 mai 1982 : arrestation du Docteur Alan Berkman pour refus de collaboration avec le Grand Jury Rico.

2 juin 1982 : Shahem Jabbar, membre du comité de soutien aux *Combattants de la Liberté de la Nouvelle Afrique*, est emprisonné pour refus de collaborer au Grand Jury Rico.

21 juin 1982 : début du procès d'Abdul Majid et de Basheer Hameed à Queens.

30 juin 1982 : Shahem Jabbar est confronté à 2 membres de la brigade antiterroriste et au traître Peter Middleton.

30 juillet 1982 : mouvement de protestation dans la prison de Brooklin contre les conditions de détention. Sekou Odinga et d'autres détenus sont battus par les équipes de gardiens. Sekou est transféré dans la prison de l'île Riker.

9 août 1982 : le Grand Jury reprend l'accusation de tentative de meurtre du flic Rainey contre Abdul Majid et Basheer Ahmed.

21 août 1982 : pour la journée des *Combattants de la Li-*

berté pour la Nouvelle Afrique, manifestations de masses sur les côtes Est et Ouest. Communiqué de la *Force d'Intervention Armée Révolutionnaire*.

13 septembre 1982 : début du procès à Rockland. Kuwesi Balagoon, Judy Clark, David Gilbert déclarent ne pas reconnaître la légitimité à un tribunal impérialiste de les juger et refusent de participer aux auditions du tribunal.

20 septembre 1982 : Sekou Odinga déclare à Rockland être prisonnier de guerre et Combattant de la Liberté pour la Nouvelle Afrique, donc en dehors de la juridiction impérialiste US.

9 novembre 1982 : arrestation de Silvia Baraldini, représentante de l'*Organisation Communiste du 19 mai* et membre actif en soutien des mouvements de libération africains.

17 novembre 1982 : arrestation Bilal Sunni-Ali à Belize (Amérique centrale).

18 novembre 1982 : arrestation et emprisonnement d'Iliana Robinson.

L'Unité de Résistance Armée attaque l'ordinateur des forces navales à Washington

Nous avons attaqué cette nuit le centre informatique de la base des forces navales à Washington. Nous avons agi en solidarité avec la lutte des peuples d'Amérique Centrale et des Caraïbes. Nous espérons que cette action d'internationalisme prolétarien n'en sera qu'une parmi tant d'autres menées par les anti-impérialistes ici et qui visent à montrer qu'il n'y a pas de barrière entre les peuples opprimés en lutte partout dans le monde et les opprimés ici à l'intérieur des frontières US.

Le gouvernement US veut la guerre. Il prépare la guerre et compte sur elle. Au Salvador, les USA sont engagés massivement. 6 000 marines sont positionnés au Honduras pour attaquer le Nicaragua, appuyés par des forces navales pour faire blocus. Les navires de guerre US menacent les eaux du Liban et l'aviation menace son espace aérien. Les USA projettent la partition du Liban.

Le centre informatique de la base navale, à Washington, est utilisé pour l'entraînement des officiers supérieurs du collège de l'Ecole de guerre.

Simulation de batailles navales, entraînement à la mort programmée de millions d'êtres humains pour protéger les intérêts de la classe dirigeante US. Ces ordinateurs sont une composante de la technologie de mort que le gouvernement US utilise afin d'écraser les combats des peuples qui luttent pour une libération nationale, pour le Socialisme et pour la Paix. Les capitalistes ont des milliards de dollars investis dans l'exploitation du sol et du travail en Amérique Latine et la puissance mili-

taire US est là pour protéger leur profit.

Notre action est une contribution à la construction d'un mouvement de résistance dans ce pays qui minera la base arrière du gouvernement US, base qui lui est indispensable. Nous devons appliquer les leçons de la guerre du Viêt-Nam. Notre mouvement de résistance peut organiser les soldats dans le refus de se battre. Les efforts de recrutement du gouvernement peuvent être stoppés et la technologie de mort peut être sabotée.

Le gouvernement veut que le débat politique soit cantonné entre les républicains et les démocrates sur la manière de maintenir le contrôle impérialiste. Notre mouvement peut être une alternative progressiste et anti-impérialiste qui remettra en cause le contrôle politique. Notre action est un appel à tous ceux qui soutiennent les peuples d'Amérique Latine et celui de Puerto Rico dans sa lutte pour l'indépendance et le Socialisme. Depuis 1968, l'occupation militaire de l'île de Puerto Rico par les USA est l'une des formes les plus directes de l'agression impérialiste dans la région. Les USA, confrontés à ce que Reagan appelle « *le feu dans notre cour* », veulent transformer Puerto Rico en une garnison militaire afin de mieux lancer leur offensive contre tout mouvement politique progressiste en Amérique Latine. Des exercices OTAN-USA ont dévasté Vieques. La base aérienne « *Ramex* » et la base navale « *Fort Buchanan* » sont réouverts.

Le centre d'entraînement contre-insurrectionnel devrait être transféré de Panama à Puerto Rico. Le mouvement révolutionnaire pour l'indépen-

dance de Puerto Rico renversera ces plans US et portera le feu de la révolution d'Amérique Latine à la porte et au centre même de l'empire US. Ceux qui connaissent le véritable rôle qu'ont eu Kissinger et la CIA au Chili, la nature de la contre-révolution au Nicaragua et au Salvador, peuvent-ils ne pas soutenir les forces qui construisent la lutte du peuple de Puerto Rico? Nous soutenons la révolution au Nicaragua et les forces révolutionnaires du Salvador et nous combattons pour l'indépendance de Puerto Rico. Nous sommes solidaires des FALN et des organisations révolutionnaires clandestines qui combattent à Puerto Rico. Nous nous joignons à tous ceux qui demandent la libération du patriote portoricain William Morales et la libération des onze prisonniers de guerre portoricains, de tous les prisonniers politiques et des résistants au Grand Jury.

Les efforts pour rétablir la domination de la canonière échouent. Les peuples exploités et opprimés partout dans le monde ont appris une leçon inestimable de la lutte héroïque du peuple vietnamien contre la machine de guerre US. Cette machine peut être détruite par la résistance prolongée et la lutte armée. C'est le moment pour les Nord-Américains progressistes de rejeter l'empire et de se joindre aux peuples opprimés en s'engageant dans la longue voie qui mène à la révolution et à un nouveau monde socialiste. C'est la seule voie qui mènera à la paix, à la fin de la violence fasciste et à l'ère du développement complet de toute l'humanité.

17 août 1983,
Unité de Résistance Armée

Communiqué des Brigades Rouges pour la construction
du Parti Communiste Combattant

Une action contre le « Parti de la guerre »

Sur l'action contre G. Giugni

Le document qui suit est le communiqué par lequel les camarades des Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant ont revendiqué l'attaque effectuée à Rome, le 3 mai dernier, par un noyau de leur Organisation contre l'expert anti-ouvrier social-démocrate Gino Giugni. Cette opération a représenté un important moment de la reprise de l'initiative combattante en Italie, alors même que l'Etat mène l'une des plus importantes offensives de la décennie contre le prolétariat métropolitain, visant à l'anéantissement de ses avant-gardes et à sa dislocation comme classe consciente.

Dans le précédent numéro de *L'Internationale*, nous avons présenté une première — rapide — historique des BR pour le P.C.C. Mais, une regrettable disparition de guillemets pouvait laisser à penser que cette présentation était l'œuvre de cette Organisation. Seule la partie commençant par « Cela apparaît avec la Campagne *Taliercio*... » est extraite d'un communiqué des Brigades Rouges pour la construction du P.C.C.

Mardi 3 mai, un noyau armé de notre organisation a frappé Gino Giugni, rond de cuir du staff des têtes pen- santes du « Parti de la Guerre » dans notre pays.

Nos intentions à l'égard de ce porc étaient et restent claires : la liquidation du personnel impérialiste est un problème que la guerre de classe saura de mieux en mieux affronter !

Qui est Giugni ?

Qui est celui-ci et ce qu'est le projet qu'il représente est vite dit : il s'est construit son « succès », sur le terrain national et international, comme représentant conscient des intérêts de la bourgeoisie impérialiste sur le terrain des différentes stratégies d'enchaînement de l'antagonisme de classe que la bourgeoisie nomme « négociation », ou plutôt conciliabilité (évidemment de son point de vue !) des luttes et des conquêtes prolétariennes dans un cadre de compatibilité avec les intérêts et les exigences capitalistes.

Tout cela dans la tentative d'institutionnaliser et de corporativiser l'antagonisme prolétarien et de l'enfermer dans la logique syndicale de la négociation.

Appartenant aux plus hauts niveaux de la bande à Craxi, traducteur dans la réalité italienne des politiques impérialistes de restructurations antiprolétariennes, cerveau politico-technique au service des divers ministères économiques et, plus généralement, des politiques économiques de l'Etat dans les différents gouvernements, Giugni représente toutes les étapes parcourues par la bourgeoisie depuis plus de vingt ans dans la tentative de mener la lutte de classe selon ses exigences.

Selon les conjonctures politico-économiques, cet « homme de toutes les saisons » a chevauché le tigre du mouvement ouvrier, en cherchant de le plier aux limites de la négociation syndicat-bourgeoise.

Nous l'avons vu à l'œuvre dans les années 69/70, quand un formidable mouvement de luttes ouvrières et prolétaires, au nom de l'égalitarisme et de l'autonomie de classe par rapport au révisionnisme, commençait à détacher les intérêts et les besoins des masses, des nécessités de la production et de l'accumulation capitaliste, et arrachait de constantes conquêtes politiques et matérielles à une bourgeoisie encore en mesure de mettre en œuvre une politique de recherche du consensus à l'égard de l'antagonisme de classe.

Celui que les *mass-média* présentent comme « le père du Statut des Travailleurs » n'est pas autre chose que le diligent législateur qui enregistre et institutionnalise un état des rapports de force entre les classes — alors en faveur du prolétariat — en tentant de traduire en des normes écrites, et donc concordantes, ce que le mouvement prolétarien conquiert en dehors de toute négociation possible.

C'est qu'à toujours théorisé cet individu louche est justement la force non médiable de la lutte de classe et, pour cela, il a toujours travaillé à faire du conflit entre les classes, une confrontation calme et « démocratique » entre les « différents » représentants en présence, en désaccord entre eux mais de toute manière unis par une volonté unique : subordonner les intérêts prolétaires aux exigences et aux choix du capital.

Le projet de « pacte social »

Mais si, en 69/70, la bourgeoisie pouvait encore mettre en œuvre une politique réformatrice du fait des possibilités économiques et politiques qui lui étaient encore permises (sauf que dans le même temps elle attaquait directement la classe par les massacres et la chasse aux avant-gardes), la crise générale du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale a complètement mis à la lumière la nature réelle de classe des différents projets réformistes et syndicaux que Giugni a contribué à élaborer. Selon les rudes nécessités de la restructuration pour la guerre impérialiste, le prolétariat devrait consciemment accepter la défaite totale de son autonomie de classe et se faire « représenter » à la table des négociations, dans le jeu de la confrontation entre ce qu'ils appellent les « parties ». Les résultats sont sous les yeux de tous : les accords sur la *cassaintegrazione*, l'accord sur les indemnités de départ et sur le coût du travail. En particulier, l'accord de janvier est la base du projet de « pacte social » et représente un saut qualitatif dans l'expulsion de la classe des « négociations » entre force de travail et capital.

Cet accord a été réalisé grâce, justement, au niveau atteint par le projet de redéfinition de l'Etat et par la fonctionnalisation des partis et du syndicat au plan de plus grand développement du caractère exécutif (*esecutivizzazione* en italien, NDT) des choix généraux sur le terrain de la politique économique.

Il représente en effet un saut qualitatif par rapport à la négociation traditionnelle entre force de travail et capital, en ce qu'il établit un plan de décisions qui investit tout l'arc de coûts de la reproduction sociale et toutes les normes du salaire social global (assistance,

sécurité sociale, etc.). Cet accord permet le lancement des licenciements de masse, une gestion encore plus rigide du marché de la force de travail, la compression jusqu'à l'in-vraisemblable des dépenses sociales et des mécanismes de récupération salariale de l'inflation, mais surtout le déplacement de la contradiction hors des usines, des places, des postes de travail : c'est la matérialisation des choix récessifs de la politique économique de guerre qui signifie imposer au prolétariat de travailler toujours plus, de travailler à peu, de travailler pour peu.

C'est l'attaque directe à la baisse du coût de la reproduction de la force de travail, obtenue au moyen de freins des dépenses contractuelles et, plus généralement, aux dépenses sociales qui bloquent pour trois ans et demi les augmentations salariales dans le cadre rigide des « plafonds anti-inflationnistes » établis par le gouvernement, la Confindustria et les syndicats. Selon les plans de ces Messieurs, la lutte ouvrière devrait se réduire à constituer la masse de manœuvre dans le jeu des parties, dans lequel les objectifs à atteindre sont déjà établis au départ par le cadre de compatibilité avec les exigences de « gestion » du cycle de l'accumulation.

C'est la restructuration du marché du travail, qui vise à rendre les conditions de vente de la force de travail telles que le coût en reste bas. C'est la stérilisation des automatismes et de l'échelle mobile, qui rend aujourd'hui la capacité de revenu prolétarien très en-dessous des nécessités effectives. C'est la plus grande différenciation entre catégories, contre ce que les patrons appellent « l'applatissement ». C'est la réduction des dépenses sociales et leur détournement vers les dépenses militaires et de soutien aux multinationales.

C'est, surtout, l'attaque politique à la classe, pour en annuler les conquêtes, la résistance, les niveaux d'organisation construits par des années de lutte.

L'attaque politique contre le Prolétariat Métropolitain

L'attaque contre le Prolétariat Métropolitain pour transformer le rapport de force général au plus grand avantage de la bourgeoisie impérialiste mène à une détérioration des conditions de vie des masses et conclut définitivement toute velléité capitaliste de gérer le conflit de classe, en ce sens que les limites de la médiation réformatrice avec l'antagonisme se réduisent de manière drastique, ouvrant une phase d'affrontement ouvert. La seule « gouvernabilité » possible serait dans le fait que le prolétariat accepte de participer à un vaste front interclassiste de soutien aux nécessités de restructuration du capital multinational.

Giugni et ses compères rêvent d'un prolétariat divisé et corporativisé, au sein duquel règne la concurrence pour pouvoir être introduit dans le cycle de production, au prix et aux conditions dictées par les limites restreintes de la crise. A l'intérieur de la paix contractuelle et de la prévisibilité des objectifs des luttes, la négociation individuelle s'ouvre sur l'accès aux postes de travail disponibles et sur les conditions de l'exploitation dans l'usine et à tous les postes de travail.

Ce que ces accords sanctionnent politiquement est la possibilité pour la bourgeoisie de déclencher une attaque frontale contre tout le prolétariat métropolitain, alors que le mouvement révolutionnaire et antagoniste connaît une relative faiblesse. Tout accord est en effet le fruit de rapports de force précis entre les classes et constitue un nouveau pas en avant pour renforcer la position de force de la bourgeoisie. Tout ceci a immédiatement pour effet une détérioration générale des conditions de vie et de la négociation du prix de la force de travail. Mais il a surtout le sens politique d'une attaque pour liquider l'autonomie de classe du prolétariat et sa politique révolutionnaire. C'est la stratégie de l'anéantissement de la possibilité historique de transformer la restructuration pour la guerre impérialiste en guerre de classe pour le communisme.

Les désirs des divers Giugni, Merloni, Benvenuto, De Mita, Lagorio ne fonctionneraient que si, dans notre pays, le Prolétariat Métropolitain avait réellement choisi de vivre pacifiquement avec ses exploiters et s'était dissocié de la lutte de classe au profit du « pacte social » et néocorporatiste.

Que les choses ne soient pas exactement ainsi est démontré par les fuites décomposées des différents syndicalistes de toutes les places d'Italie et par les « non » secs opposés par les luttes les plus significatives de ces derniers mois aux choix de politique économique.

La tentative de faire reculer le mouvement antagoniste jusqu'au seuil de la résistance extrême est la tentative révisionniste de canaliser les tensions de classe vers la défense de conditions politiques générales, aujourd'hui indéfendables du fait du niveau atteint par la crise, et par conséquent, des choix obligatoires du capital multinational pour pouvoir continuer à fonctionner comme tel. Dans le projet de liquidation de toute apparence, même minime, de politique prolétarienne antagoniste (pour ne même pas parler de tout projet révolutionnaire !), l'attaque vise à reconstruire un cadre de rapports entre les classes dans lequel les progrès de restructuration pour la guerre impérialiste soient assurés du maximum de paix sociale.

On ne concède plus rien au prolétariat. Pour lui, on prévoit seulement le « privilège » de contribuer, par une kyrielle de pactisations continues, à soutenir les choix de la bourgeoisie impérialiste, dans une position définitivement subordonnée. Cela n'a été possible que par la rupture de la résistance ouvrière et prolétaire à l'exploitation capitaliste, par le recul des positions d'autonomie politique conquises au cours d'années de luttes et d'organisation prolétarienne sur le terrain révolutionnaire.

Défendre la politique révolutionnaire du Prolétariat Métropolitain

Face à l'attaque généralisée de la bourgeoisie, le problème aujourd'hui n'est pas de se river à des positions d'« extrême défense », mais de reconquérir les conditions politiques et les rapports de force toujours plus favorables, afin de pouvoir briser le niveau des contradictions sur le terrain de l'antagonisme de classe et de situer l'initia-





tive révolutionnaire dans un sens contraire aux projets de pacification entre les classes.

Le Prolétariat Métropolitain n'a rien à défendre si ce n'est la possibilité d'expression de sa politique révolutionnaire, condition pour briser les tentatives de le ravalier aux limites du pacifisme lâche et le transformer en son contraire, pour se libérer définitivement de la chaîne révisionniste qui travaille à la défaite de son autonomie de classe et pour pouvoir faire reculer de manière significative les projets de restructuration pour la guerre impérialiste dans son parcours de libération de l'esclavage du travail salarié.

La restructuration de l'Etat pour la guerre impérialiste

La fonction de l'Etat dans cette phase et le fait qu'il assume de nouvelles tâches sur le terrain de la politique économique, de la politique contrarévolutionnaire et de la politique extérieure, sa plus grande fonctionnalisation aux exigences de la restructuration profilent encore plus clairement le rôle de l'Etat comme interprète au plus haut niveau des intérêts de la bourgeoisie impérialiste. La fin de « l'assistanatisme » redéfinit l'Etat, non plus comme régulateur du conflit entre les classes, mais comme expression explicite de la domination de la bourgeoisie, comme garant, en termes politiques, économiques, militaires et idéologiques de la restructuration pour la guerre impérialiste.

Tout cela porte en soi l'accélération de la prise de conscience par le prolétariat de la nature politique de l'affrontement, en dévoilant dans le même temps l'inconsistance de toute proposition qui vise à la défense des conditions politiques générales propres à la phase passée. La capacité de reconstruire la résistance ouvrière et prolétaire aux projets de guerre de la bourgeoisie impérialiste est liée au déchirement révolutionnaire du cadre politique actuel et à la redéfinition du nouveau caractère de l'autonomie de classe.

Cela a été rendu possible aussi par la difficulté croissante qu'ont les révisionnistes à avoir ne serait-ce que le minimum de crédibilité pour pouvoir continuer à « représenter » les intérêts, même les plus immédiats, du Prolétariat Métropolitain. La politique révisionniste est aujourd'hui prise en

tre deux forces opposées : d'une part la bourgeoisie impérialiste qui tend à la subordonner complètement à ses projets et de l'autre le Prolétariat Métropolitain qui l'« oblige » à garantir d'une certaine manière ses intérêts. Ce « pot de terre » ne pourra que se briser bruyamment, et avec lui toutes les tentatives de subordonner l'antagonisme prolétarien aux projets de la bourgeoisie impérialiste.

Si la restructuration pour la guerre impérialiste ouvre et aiguise les contradictions entre les intérêts matériels et politiques du prolétariat et sa « représentation historique », en la poussant dans une crise de son rôle sans représentation, les forces révolutionnaires doivent favoriser cette crise. Ce n'est qu'à partir de la désagrégation de ces « cages » qu'il est possible de libérer toutes les nouvelles forces prolétaires produites par l'antagonisme à la restructuration pour la guerre.

Transformer la résistance en lutte révolutionnaire contre la guerre

Il s'agit de favoriser la démythification des contenus et des propositions qui empêchent l'expression de la classe, justement au moment où apparaît leur usure et où leur faiblesse face au projet dans cette phase de la bourgeoisie impérialiste se dévoile. Il s'agit de contribuer à faire émerger chaque élément qui s'affirme dans la lutte contre le projet dirigé par le « parti de la guerre », il s'agit d'appuyer, de soutenir les contenus les plus avancés des luttes du Prolétariat Métropolitain et de recomposer la classe sur le terrain révolutionnaire, en attaquant dans le même temps ceux qui tentent de l'enfermer dans des schémas vieux et perdus d'avance.

Les contenus politiques les plus avancés apparus dans les luttes contre la guerre, contre l'Etat de la torture, contre le projet de la reddition et de la désolidarisation, contre la politique économique du gouvernement, ont encore une fois mis en évidence la capacité du Prolétariat Métropolitain, et en particulier de la classe ouvrière, de notre pays, malgré le déchaînement de la contrarévolution et les erreurs des forces révolutionnaires, à être en mesure de tenir tête aux projets guerriers de la bourgeoisie. Ceci éclaire déjà

les modifications opérées (et surtout celles à venir) dans l'activité générale des masses contre l'Etat et son projet de phase.

La spontanéité prolétarienne s'oppose à la restructuration de l'Etat pour la guerre impérialiste dans les manières par lesquelles elle réussit à s'exprimer, mais cette résistance risque de se fixer à une défense passive et sans issue.

On doit au contraire porter cette résistance à se transformer dans un sens révolutionnaire pour s'opposer victorieusement à la perspective de guerre, en développant les contenus de l'antagonisme prolétarien et l'activité générale des masses en une participation consciente à l'affrontement imposé par la bourgeoisie. Il s'agit donc de se doter de la politique révolutionnaire apte à œuvrer sur l'ensemble des contradictions, que les plans de l'ennemi de classe déchaînent à l'intérieur du Prolétariat Métropolitain, en dirigeant les luttes et le combat prolétarien contre les articulations du projet de la bourgeoisie dans les différentes conjonctures, et de doter les programmes du plan stratégique révolutionnaire, en visant à atteindre l'objectif politique de phase : la destruction du projet de restructuration pour la guerre impérialiste par la conquête du pouvoir politique par le Prolétariat Métropolitain.

A partir d'aujourd'hui, cet objectif doit vivre et guider l'activité de direction des luttes et du combat prolétarien, en ce sens que les programmes des différentes conjonctures sont liés à la conquête de rapports de force toujours plus favorables au prolétariat, dans le parcours par étapes de la libération de l'esclavage du travail salarié. La possibilité de vaincre est liée à la capacité de l'avant-garde communiste à identifier clairement les objectifs que l'on entend poursuivre en rapport aux niveaux réels et concrets de conscience et d'organisation des masses.

L'attaque contre Giugni est pour nous le premier moment de la relance de l'initiative révolutionnaire qui identifie le programme des B.R. contre le cœur de l'Etat dans cette conjoncture comme **attaque multiforme de tout le Prolétariat Métropolitain contre le « pacte social », étape fondamentale pour la mise en œuvre du projet de la bourgeoisie impérialiste de liquidation de la politique révolutionnaire.** L'attaque portée s'insère au niveau le plus élevé des contradictions entre Prolétariat Métropoli-

tain et Etat dans cette conjoncture, et en cela elle constitue un pas en avant puissant dans la redéfinition du rapport en avant-garde communiste et masses prolétaires, qui va dans le sens de la nécessité de :

Conquérir l'antagonisme prolétarien au programme révolutionnaire!

Conquérir et organiser les avant-gardes pour la stratégie de la lutte armée pour le communisme!

La préparation de la guerre impérialiste

La conjoncture politique internationale actuelle est caractérisée par une accélération marquée de la préparation des conditions politiques et matérielles du déploiement de la guerre impérialiste.

L'Est et l'Ouest accélèrent ce processus en restructurant leurs appareils politiques, économiques, militaires et idéologiques dans le but avoué que les problèmes créés par la crise actuelle ne puissent être résolus que par un conflit armé qui redessine globalement le visage du monde. Ce qui déchaîne la dynamique conflictuelle entre les deux blocs impérialistes est le fait que les conditions de la reproduction du capital à l'échelle internationale commencent à manquer. La modification de la position de chaque pays à l'intérieur de la division internationale du travail, les termes toujours plus âpres de la concurrence sur un marché mondial qui n'est plus en mesure de s'étendre, les difficultés d'accès aux sources d'énergie et aux matières premières dues à la dégradation de l'ensemble des relations entre les pays, sont les causes qui amèneront la barbarie impérialiste à déchaîner le génocide des prolétaires et la destruction des biens et moyens de production, pour un nouveau partage du monde et pour une plus grande exploitation des peuples. Cette tendance, aujourd'hui dominante, n'est établie, ni par un « destin fatal », ni par un esprit occulte qui élaborerait plans et stratégies, mais [...] [ici manque une ligne, Ndt] et militaires, opérées par les fractions du capitalisme les plus fortes pour découper leur propre part de marché, pour augmenter les profits et pour accroître leur propre capital au détriment de ceux plus faibles. Le mouvement de ces capitaux modifie et redéfinit par rapport à leurs propres exigences les conditions générales de toute la formation économique et sociale, ainsi que les rapports entre les classes, en polarisant les intérêts respectifs. Ce processus et ses finalités étant, par-delà les différences spécifiques à chaque pays, conformé par de grands facteurs communs, trouve unie toute la bourgeoisie impérialiste occidentale. Cela est démontré d'un côté par le processus de rapprochement des alliances et des liens entre pays de la même aire et par la création de nouvelles alliances en vue du déploiement final, et de l'autre, par la mise en œuvre de procès de restructuration des Etats nationaux, en cherchant à les rendre fortement exécutifs et dirigés par une fraction politique que nous appelons « *Parti de la guerre* », en mesure de représenter les intérêts de classe bourgeois parmi les intérêts plus généraux de l'ensemble de l'aire.

L'hypothèse d'une guerre entre les deux principales super-puissances est ouvertement discutée dans les *mass-média*, accompagnée de symptômes sans équivoques de barbarisation politique, telle que la propagande qui vise à présenter l'ennemi potentiel comme un monstre.

Si le terrain des négociations sur la réduction des armements stratégiques est celui auquel on fait le maximum de publicité, il est aussi le moins représentatif des rapports réels en gestation, parce qu'il est le théâtre d'initiatives de propagande continues, d'amélioration de l'image internationale des protagonistes. A presque toutes les époques, les ambassadeurs assis à la table des négociations ont été surpris par les déclarations de guerre!

La mesure réelle des rapports inter-impérialistes est au contraire donnée par un ensemble de décisions économico-politico-militaires que les deux blocs impérialistes sont en train de mettre en œuvre, et qui



démontrent sans équivoque une volonté de réarmement colossal à court terme. Pour l'Occident, avec l'avènement de Reagan, la politique extérieure américaine vise au rétablissement de la suprématie US au niveau planétaire, en s'assignant la « charge » de défendre et élargir ses propres intérêts « vitaux » en toute partie du monde: « Nous vivons à une époque où un coup d'Etat, une grève de grandes dimensions, un attentat terroriste ou une guerre entre pays voisins, même loin de nos frontières, peuvent, comme jamais jusqu'à aujourd'hui, déclencher des conséquences à l'échelle mondiale qui frapperaient notre bien-être national et notre sécurité. Il est nécessaire que nous ayons une vaste vision stratégique qui insère les problèmes régionaux dans un cadre global. » (D. Jones, chef d'Etat-major américain.)

L'administration Reagan entend relancer la politique internationale américaine en tentant de récupérer toutes les défaites des dernières années, du Vietnam à l'Angola, du Nicaragua à l'Iran.

Une politique impérialiste, donc, qui vise à rétablir le rapport de force général entre les USA et l'URSS de manière résolument favorable aux Américains et qui « dissuade » l'URSS d'une politique d'expansion dans des zones dangereuses pour la « sécurité » des USA, c'est-à-dire en toute partie du monde!

Dans le développement de cette stratégie, l'installation des euromissiles est essentielle, dans la mesure où c'est en Europe et en Méditerranée que les blocs se confrontent directement. Mais non seulement cette stratégie veut recouvrer force et agressivité en dépassant le concept de « discussion réciproque », c'est-à-dire l'impossibilité (la non-convenance) concrète d'un conflit nucléaire direct, pour au contraire affirmer aujourd'hui concrètement la possibilité d'un conflit nucléaire, limité, mais direct, entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie dans des zones comme l'Europe et la Méditerranée. Dans le contexte actuel de crise, cette politique détermine, aux USA et en Europe, une situation nouvelle, sur le plan intérieur et dans toute l'aire occidentale, par rapport aux décennies passées. Si avant, les augmentations des dépenses sociales croissaient parallèlement — même avec des volumes différents — à celles des dépenses militaires, il existe aujourd'hui un rapport rigide entre ces deux domaines, et la croissance de l'une se fait au détriment de l'autre. Cette situation fait que la politique militaire dirigée par les USA dans toute l'aire occidentale rencontre l'opposition et la résistance de vastes mouvements de masse composés de toutes les couches sociales qui sont attaquées par une politique d'atteinte aux dépenses sociales, et qui, par leur valeur « interne », se situent objectivement en termes anti-impérialistes, comme le sont subjectivement les mouvements contre la guerre.

Cette politique constitue un choix obligatoire pour l'impérialisme, déterminé par un contexte international caractérisé par une récession économique généralisée qui persiste pour la troisième année consécutive, et dans lequel toutes les mesures et contretendances mises en œuvre ne peuvent constituer autre chose qu'un frein temporaire à la tendance dominante.

Des contradictions au sein des blocs

La « gestion contrôlée » de la récession constitue actuellement le « credo » de la majorité des pays à capitalisme avancé, et l'aspect phénoménologique qu'elle recouvre est le processus en œuvre dans tout l'Occident que nous appelons « restructuration pour la guerre impérialiste ». Les choix faits pour chaque pays en matière de politique économique et monétaire, tout en étant cohérents avec les orientations générales et les perspectives de fond, développent de fortes contradictions au niveau économique entre les pays du même bloc, comme par exemple en Europe, entre Europe et USA, USA et Japon, et Europe et Japon. De ce point de vue, l'exigence du renforcement



des liens politico-militaires ne se réduit pas aux exigences spécifiques de chaque pays, mais à la nécessité pour le système impérialiste dans son ensemble de dépasser la crise en s'acheminant vers la confrontation avec le bloc adverse.

Le capitalisme, au stade de l'impérialisme des multinationales, a créé un système de rapports tellement intégré qu'il ne peut se développer qu'en accroissant tant les dimensions que la force de cohésion de l'interdépendance.

En Italie, partie organique du système de relations (chaîne impérialiste) de l'Occident, les caractères généraux de la crise ne diffèrent pas de ceux de l'aire dont elle fait partie : récession productive, inflation, chômage, etc. Le caractère spécifique se trouve, par contre, dans l'acuité et la gravité particulières de ces phénomènes, qui confirment le rôle de « maillon faible de la chaîne impérialiste » de l'Italie. Plus encore que dans d'autres pays, le capitalisme italien voit se restreindre l'éventail des choix possibles, dans un système d'équilibres où la reprise d'un rôle compétitif est encore plus liée à l'aggravation de la crise. C'est ainsi que les facteurs qui ont concouru à aggraver localement les phénomènes critiques communs à tout le système impérialiste font aujourd'hui partie de la psychologie même de la société italienne et, dans le même temps, sont les principaux obstacles à la reprise « en temps utile » de la compétitivité commerciale.

Le plus puissant de ces obstacles est aujourd'hui constitué par la capacité de la classe ouvrière et du prolétariat métropolitain à établir des rapports de force généraux qui puissent peser sur la détermination des choix capitalistes. C'est pourquoi la défaite politique de la classe devient l'un des principaux objectifs de la bourgeoisie impérialiste, en même temps que la redéfinition de la physionomie sociale du système des partis et de l'Etat.

Camarades prolétaires,

La stratégie de la Lutte Armée, comme aspect le plus avancé de la Politique Révolutionnaire, doit savoir conquérir les niveaux divers et différenciés de l'antagonisme prolétarien au programme révolutionnaire qui ne peut être synthétisé comme programme de tout le Prolétariat Métropolitain

dans la conjoncture que dans une dialectique concrète avec les mouvements de masse existants sur le terrain de la lutte anti-impérialiste et avec les contenus exprimés dans les luttes de la classe ouvrière.

Conquérir l'antagonisme prolétarien au programme révolutionnaire signifie orienter et diriger les formes et les contenus exprimés dans les luttes des divers secteurs du Prolétariat Métropolitain dans le cadre de la stratégie de conquête du Pouvoir Politique.

Cela signifie réunifier et généraliser les contenus politiques les plus avancés des luttes qui mettent en commun les conditions et les exigences de tout le prolétariat contre les projets de restructuration antiprolétariens de la bourgeoisie. Les intérêts prolétariens rencontrent le même adversaire dans toute l'Europe, au-delà des différences existantes entre les mouvements qui se mobilisent et entre les contenus qu'ils mettent en avant et qui constituent un ensemble d'antagonisme prolétarien qui investit non seulement les choix que l'impérialisme est en train de faire, mais aussi la substance même de l'organisation capitaliste du travail et de la société. Le prolétariat a de plus en plus conscience, qu'au-delà de toute solution que la bourgeoisie puisse mijoter pour faire face à la crise, son futur dans ce mode de production ne peut être fait que d'une exploitation plus grande et de la misère face, paradoxalement, à un développement de la richesse sociale à la seule disposition de secteurs de classe toujours plus restreints.

Les perspectives sont assez claires : cycles de production de plus en plus automatisés qui réduisent l'emploi, augmentation de l'exploitation de la force de travail qui reste employée, etc. Tout cela en fonction d'une réduction des coûts de production des marchandises pour favoriser la part d'exportation vers les marchés extérieurs, dans une mesure directement proportionnelle à l'appauvrissement des conditions de vie des masses prolétariennes à l'intérieur.

L'antagonisme que cette conscience développe dans le Prolétariat Métropolitain, à travers mille formes et contenus, doit être synthétisé dans ses aspects politiques les plus avancés en un programme révolutionnaire des avant-gardes communistes, et organisé et dirigé en un affrontement politique pour le pouvoir. La réunification des avant-

gardes doit être recherchée dans ce processus, autour du projet politique révolutionnaire et ses formes organisationnelles (Système de pouvoir prolétaire armé), qui dirigent l'affrontement de classe en construisant une projectualité révolutionnaire en mesure de poser dans chaque phase les lignes directrices et les objectifs à poursuivre pour conquérir le pouvoir politique, instaurer la dictature ouvrière et prolétaire comme condition pour le déploiement de la Transition au Communisme.

La manière d'apparaître du projet de la Lutte Armée dans le cadre de la Politique Révolutionnaire menée par des millions de prolétaires, se redéfinit aujourd'hui en situant au centre de sa théorie-praxis les contenus politiques les plus avancés et généralisés, comme expression des intérêts généraux du Prolétariat Métropolitain qui, dans la conjoncture, se trouvent en conflit maximum avec les projets de restructuration mis en œuvre par le « Parti de la guerre ». Cela permettra de construire les conditions politiques et les rapports de force favorables au Prolétariat Métropolitain pour faire face aux problèmes posés par l'attaque contre-révolutionnaire, non seulement du point de vue des avant-gardes combattantes, mais aussi de toute la classe.

Nous pensons que toutes les pratiques révolutionnaires menées par les avant-gardes qui sont conformées par ces pré-supposés politiques constituent de réels points de référence pour la construction du Parti Communiste Combattant, dans la mesure où elle n'exprime pas simplement une « expression », une « représentation » des intérêts du Prolétariat Métropolitain, mais l'une de ses composantes d'avant-garde, qui se trouve en son sein, soumise à sa critique et vérification constantes, et sous la direction de laquelle le Prolétariat Métropolitain peut et doit se constituer en classe dominante.

Camarades,

Les difficultés, les erreurs et les déviations dans le mouvement révolutionnaire ont aussi mis en lumière toute sa faiblesse, en même temps que l'énorme possibilité de relance de la proposition révolutionnaire dans notre pays. L'attaque de la bourgeoisie contre les avant-gardes combattantes, la



mise en œuvre des plans contre-révolutionnaires de dissociation et de reddition, la tentative d'isoler les communistes du mouvement de classe, ont contraint même les plus réticents à réfléchir sur les erreurs commises, qui ont tant favorisé les projets de l'ennemi. Aujourd'hui, pilotées et amplifiées par les *mass-media*, on assiste aux prises de position les plus diverses qui, sous couvert de « *procès autocritique* », visent à proclamer la faillite de la lutte armée, parfois même par la bouche de quelque illustre « *protagoniste* ». Au-delà des différences de positions qui sont apparues, et qui sont un terrain de débat et de bataille politique entre révolutionnaires, nous voulons mettre au clair que les autocritiques dont sont capables les communistes sont tout autre chose que des théorisations qui n'ont rien à voir avec les problèmes réels du mouvement révolutionnaire. Ceux qui, aujourd'hui, en se cachant derrière d'élégantes élucubrations sur les nouveautés de l'affrontement, nient la fonction de l'arme de la politique révolutionnaire, la nécessité de la construction du parti, la stratégie de la lutte armée pour le communisme comme unique politique prolétarienne pour la conquête du pouvoir politique, sont le soutien théorique le plus dangereux à la liquidation du patrioisme le plus précieux de ces dernières années qui, même à travers des incertitudes et des erreurs, a puissamment favorisé le mûrissement du mouvement prolétarien le plus fort d'Europe. Nous voulons dire que les difficiles tâches de cette phase laissent peu d'espace à une cohabitation pacifique entre les différentes positions qui ont mûri dans le mouvement révolutionnaire.

Contre la liquidation

Il faut aujourd'hui mener à fond une bataille politique qui soit en mesure de battre politiquement dans le Prolétariat Métropolitain toute l'influence néfaste de thèses qui visent consciemment à la liquidation de plus d'une décennie de projets révolutionnaires dans notre pays. Il ne s'agit plus de cohabiter avec les théoriciens de l'antimarxisme viscéral, avec ceux qui reparcourent la stratification de classe en en exaltant les comportements transgressifs de groupe ou même individuels, avec les analyses de type sociologique dans lesquelles tout caractère de classe disparaît, mais de comprendre à fond toute l'influence désagrégeatrice qu'ils ont à l'égard du Prolétariat Métropolitain, d'en dénoncer l'ultra-subjectivisme inhérent aux déclarations de guerre auxquelles la classe ne participe pas et les contemplations radicales-chics de ceux qui, selon le sens du vent, font et défont des projets révolutionnaires à leur image et ressemblance. La dureté des conditions de l'affrontement aujourd'hui met à nu les discriminantes politiques entre ceux qui travaillent à la reconquête d'une configuration stratégique adéquate à la phase de ceux qui visent consciemment à la destruction de toute capacité prolétarienne à s'organiser **comme classe** contre l'Etat. Contre toute tentative, plus ou moins camouflée, de trouver la cause de tous les maux dans le fait d'avoir lutté et combattu au cours de ces années, guidés par les armes du marxisme-léninisme, se dresse, puissante, une reprise du mouvement révolutionnaire qui, matérialiste, est hors l'idéalisme et l'ultrasubjectivisme, et qui est en train de se poser de tout autres problèmes : précisément les problèmes liés à la construction de la théorie révolutionnaire dans les métropoles impérialistes, et des instruments politiques, théoriques et militaires aptes à soutenir la guerre de classe contre la bourgeoisie impérialiste. C'est en référence à ces forces que les B.R. ont travaillé cette année dans les propositions d'autocritique et de reconstruction des premiers éléments de programme politique.

C'est avec ces forces que nous entendons trouver les éléments d'unité sur le plan stratégique de l'attaque au projet dominant de la bourgeoisie, comme expression de la capacité de direction du mouvement antagoniste selon les critères de l'agir en parti pour construire le parti. Dans ce travail politique, le

dernier problème n'est pas celui de combattre, en même temps que les thèses qui prêchent ouvertement la reddition émanant de la petite-bourgeoisie effrayée de ne plus se trouver en [...] [ici manque une ligne, Ndt] ultrarévolutionnaires en paroles qui, aux premiers symptômes de durcissement de l'affrontement, ont déjà démontré toute leur inconsistance et leur fausseté. Si le mouvement de classe en Italie a dû assister, jusque dans la banque de Turin, à la faillite des fauteurs de l'offensive à tous prix, cela a mis en lumière toute l'extériorité du subjectisme transgressif aux problèmes réels de l'affrontement entre les classes.

Un parcours de confrontation et de bataille politique

Nous pensons au contraire que la reprise du mouvement révolutionnaire et la possibilité de vaincre sont liées à la capacité des communistes d'entamer un parcours de confrontation et de bataille politique qui, même dans la diversité, vise à revoir de manière critique les limites d'analyse qui nous ont caractérisées dans les dernières années. Les erreurs commises dans l'évaluation des formes et des contenus des luttes menées par les larges masses sur le terrain du nucléaire, de la guerre, de la politique économique de la guerre, la sous-évaluation de l'élément conscient et un rapport erroné avec la classe, ont mené à dépeindre ces mouvements comme sur le point de descendre sur le terrain de la lutte armée et ont réduit la politique révolutionnaire, d'une part à la proposition armée, d'autre part à d'« *inécoutés* » appels aux masses à s'organiser immédiatement sur le terrain politico-militaire. Ce qui a favorisé des erreurs de ce type doit être recherché dans la carence de projet, de programme, de théorie révolutionnaires, qui synthétisent dans chaque conjoncture les passages nécessaires à opérer et les objectifs à atteindre que les contenus des luttes ouvrières et prolétaires, ou bien les rapports de force, rendent possibles.

Il faut ajouter qu'en l'absence de cela, il en découle inévitablement une dispersion de l'initiative combattante qui, en ne se polarisant pas sur l'élément central du programme dans la conjoncture, se fragmente et se replie sur soi, rendant l'affrontement endémique au niveau purement militaire avec la contre-révolution, jusqu'à la défaite.

L'autocritique doit servir à renforcer la stratégie de la lutte armée pour le communisme, en épurant le dispositif révolutionnaire des positions subjectivistes qui nous ont fait perdre de vue les conditions réelles de l'affrontement et qui nous ont empêché de situer notre initiative dans un rapport correct avec le mouvement antagoniste, qui lançait même des messages significatifs sur le terrain révolutionnaire. Avoir réduit les indications d'avant-garde au seul terrain du combat, en donnant déjà pour établie l'existence d'un système de pouvoir armé déployé sur le terrain de la guerre de classe, nous a empêché de saisir les contenus réels de pou-

voir exprimés par de bien plus vastes expressions de l'antagonisme prolétarien contre les projets de la bourgeoisie impérialiste. Ceci a signifié l'exclusion de l'activité générale des masses de nos programmes, en réduisant nos capacités de proposition au cercle restreint des avant-gardes.

Le mythe de « l'irrécupérabilité »

L'erreur n'est pas d'avoir voulu agir en parti, mais exactement l'opposé : elle est de n'avoir pas su matérialiser la fonction de direction qu'un parti révolutionnaire doit exercer à l'égard des luttes et du combat de millions de prolétaires sur le terrain de la transformation révolutionnaire de la société. Cette fonction n'est pas toujours égale à elle-même, mais doit se transformer selon les différentes étapes du parcours révolutionnaire. Ne pas avoir compris les tâches nouvelles de direction à la clôture de la phase de la propagande armée, avoir continué à se référer aux niveaux d'avant-garde, en rêvant d'un mouvement de masse révolutionnaire surgi spontanément de la crise du mode de production capitaliste qu'il suffisait de diriger contre les centres périphériques de la domination capitaliste, nous a non seulement séparés du mouvement de classe, mais, surtout, nous a relégués à son arrière-garde. Avoir donné la forme du combat pour absolue nous a menés à désarmer politiquement notre proposition politique et à ne pas placer au centre de la possibilité de transformation révolutionnaire la globalité des niveaux et la diversité des contenus du mouvement antagoniste, à orienter sur le plan de la participation constante des masses organisées contre la bourgeoisie impérialiste et son Etat.

En ce sens, nos programmes ont recouvert soit le caractère idéaliste de tout communisme par allusion, soit le caractère économiste et empirique de la conquête immédiate de tous ces besoins qui étaient définis comme « *irréductiblement inconciliables* » avec les exigences de l'accumulation capitaliste. C'est ainsi qu'a été théorisé le caractère irrécupérable des luttes contre la restructuration, sans jamais aborder les contenus et les formes à travers lesquels ces luttes s'expriment, qui sont les éléments qui permettent d'avancer des points de programme et de ligne politique révolutionnaire. Ce présumé « *caractère irrécupérable* » est la base sur laquelle s'est construit tout l'édifice baroque du « *système des programmes* », avec la fragmentation de la pratique politico-militaire qui en découlait.

Selon nous, il y a **affrontement de pouvoir** lorsque les intérêts généraux de la classe entrent en contradiction non médiable avec les intérêts de la bourgeoisie, et qu'autour de ces intérêts généraux se mobilise un mouvement de classe de grande ampleur, constitué de la lutte de millions de prolétaires sur des objectifs qui, dans la mesure où ils sont généraux, communs à toute la classe, sont **politiques** parce qu'ils rendent antagonistes aux patrons et à leur Etat une

masse de prolétaires qui tend objectivement (et, à des niveaux divers, aussi subjectivement) à se comporter comme classe « *pour soi* », comme classe consciente. Mais ce mouvement antagoniste, qui tend déjà à échapper à la capacité de contrôle syndical et révisionniste, n'est pas lui non plus « *irrécupérable* » en soi, mais constitue uniquement la base réelle sur laquelle **peut** se développer un processus d'organisation révolutionnaire de la classe.

Ce passage n'est pas donné à l'avance. Il n'est pas un « *produit objectif de l'aggravation de la crise* », mais un **parcours conscient** de masse qui prend sa source dans la dialectique entre le mouvement antagoniste et l'avant-garde révolutionnaire. Le concept même de « *caractère irrécupérable* » est un fruit de l'idéalisme, vu que l'expérience historique enseigne que l'unique chose irrécupérable pour la bourgeoisie est la perte du pouvoir politique et l'édification de la société communiste.

Le programme naît donc de l'affrontement entre l'activité générale des masses et le projet dominant de la bourgeoisie. **Il est donc programme de tout le Prolétariat Métropolitain.**

Le parti doit lire les contenus généraux qui parcourent de manière diversifiée tous les secteurs de la classe, il doit analyser les étapes possibles que l'affrontement peut parcourir et atteindre, en guidant le développement du processus révolutionnaire dans une direction : la conquête du pouvoir politique. La généralisation des contenus les plus avancés, l'amélioration des niveaux d'organisation et des formes de lutte, l'identification de plus en plus claire de l'ennemi principal à abattre, sont la concrétisation de la Politique Révolutionnaire comme activité globale et articulée du **Système de pouvoir prolétaire armé en construction**, qui doit trouver dans les différentes conjonctures du parti et les organismes révolutionnaires des masses en mesure de déterminer correctement les tâches toujours nouvelles, dans la diversité des objectifs à atteindre, en relation avec le niveau réel de conscience et d'organisation des masses.

En ce sens, le programme, né des niveaux de concentration maximum de l'affrontement entre les classes, et synthétisé par le Parti, doit retourner, comme plan unitaire, dans les luttes, dans la mobilisation et dans le combat de tout le Prolétariat Métropolitain, contre les articulations du projet de l'ennemi dans les différentes conjonctures.

Ce programme, en dialectique avec les besoins immédiats, mais surtout avec les besoins généraux du Prolétariat Métropolitain, est soumis aux lois de la guerre : il n'y a pas de conquête permanente pour le Prolétariat Métropolitain, il n'y a que la possibilité de conquérir, non tel ou tel besoin, mais **tout son propre destin!**

Guerre au pacte social, articulation conjoncturelle du projet d'anéantissement de la Politique Révolutionnaire du Prolétariat Métropolitain!

Guerre à la guerre impérialiste! Guerre à l'OTAN!

Guerre au Parti de la guerre! Développer l'internationalisme prolétarien contre les choix de guerre de la bourgeoisie impérialiste!

Construire le Parti Communiste Combattant!

Construire le Système de pouvoir prolétaire armé pour la conquête du pouvoir politique!

Liquider les projets de reddition et de dissociation de la lutte de classe!

Battre les lignes erronées dans le mouvement révolutionnaire!

Honneur à Umberto Catabiani « Andrea » et à tous les camarades tombés en combattant pour le Communisme! ■

Pour le Communisme

**6 mai 1983,
Brigades Rouges
pour la construction
du P.C.C.**

Les intertitres sont de la rédaction de L'Internationale.

Sur des libérations

Le 14 novembre, Dario Faccio, membre de la Colonne Walter Alasia, Massimo Carfora, membre des Noyaux Communistes Combattants* et quatre prolétaires prisonniers ont réussi à s'évader de la prison de Piacenza, proche de Milan.

Dario Faccio, le camarade Maurizio, avait été arrêté en février dernier. Fils du député radical Adele Faccio, dénoncé par deux repentis, il faisait partie de la brigade chargée de la recherche d'informations sur les forces répressives (magistrats, policiers, politiques...). Il a toujours refusé de collaborer à l'instruction de son dossier.

On avait découvert chez lui un pistolet et le « bulletin des infâmes » (liste des traîtres).

Un tunnel d'une quinzaine de mètres reliait la cour de promenade aux égouts. Pour protéger la fuite des camarades, les autres prisonniers ont simulé une « discussion animée ». Et c'est seulement à la fin de la promenade que l'alerte a été donnée. Malgré l'état de siège imposé à la région, quatre des six « évadés » courent toujours et, il faut l'espérer, pour longtemps. ■

* Les Noyaux Communistes Combattants ont revendiqué un attentat contre une prison en construction, et l'exécution d'un gardien de la prison San Vittore à Milan. Ils ont participé, aux côtés des COLP, à l'attaque contre la prison de Rovigo, au cours de laquelle quatre camarades furent libérés.

Déclaration des militants
des Brigades Rouges
pour la construction du P.C.C.

Déclaration au procès de Turin

La conviction d'en avoir fini avec la lutte armée (L.A.) sur la lancée de quelques centaines d'arrestations et grâce à quelques dizaines de traîtres vous a amenés à préparer un chapelet de procès contre la révolution prolétaire, et ce afin de conforter formellement votre propre conviction.

L'attaque contre la classe, même masquée, vit aussi dans la gestion des procès politiques et démontre combien ce que nous avons toujours affirmé était vrai : faire le procès de la révolution prolétaire est impossible !

C'est une farce, parce que l'histoire de l'affrontement de classes n'est pas une question qui peut être enfermée dans la cour des tribunaux spéciaux. Les formules de ce rituel sont hors de la réalité. Vos avocats sont là pour défendre et accuser à la fois !

Le fait que cet Etat perde toute légitimité politique et sociale dans les procédures judiciaires est seulement un pâle exemple de ce qui se déroule plus vastement et plus massivement dans les usines et dans les rues. La crise politique et économique de ce régime, qui tend à présent ouvertement vers la réaction dans le domaine intérieur et vers l'interventionnisme pseudo-pacifique, voit la bourgeoisie aux prises avec la résistance ouvrière et prolétaire, avec la réorganisation de l'antagonisme de classe et de l'avant-garde combattante, aux prises avec ses contradictions internes qui font tomber les gouvernements et dissolvent les parlements.

Jamais comme aujourd'hui donc, les raisons sociales qui ont poussé les communistes à aller en direction de la construction du parti, à établir la L.A. comme élément fondamental de la stratégie politico-militaire pour la conquête du pouvoir politique n'ont été aussi vivantes, aussi compréhensibles par tous. Jamais autant qu'aujourd'hui, la L.A. n'a été insérée, tout d'abord politiquement, aux tensions et à la résistance de la classe.

Et ici à Turin, plus qu'ailleurs, la classe ouvrière peut tirer un bilan matérialiste de ses luttes, de son organisation spontanée, du poids politique que la L.A. a exercé sur les rapports classe-Etat. Le mouvement ouvrier qui, en janvier, est entré en lutte contre le blocage de l'échelle mobile, portait l'initiative hors de l'usine, directement contre le gouvernement. Il a néanmoins trouvé un obstacle infranchissable dans l'absence de force politique communiste qui représenterait les intérêts ouvriers. L'accord à trois entre Confindustria-Gouvernement et CIMES, syndicat rejeté par la presque totalité des usines, a scellé un rapport de force fondamentalement défavorable à la classe combattive, mais privée de représentation politique réelle.

Comblé ce vide, dépasser ces limites, telles sont les tâches qui doivent être menées par ces communistes et cette avant-garde consciente qui comme nous veulent construire le parti révolutionnaire des prolétaires.

Dans cette construction, la L.A. est l'élément stratégique qui, conjointement aux luttes générales des masses, tend à modifier le rapport de forces entre les classes.

Dans l'accomplissement de cette tâche et à la lumière des expériences faites, des résultats positifs et des autocritiques nécessaires, nous avons commencé à combler l'écart entre la résistance de classe et le projet politique révolutionnaire.



Les Nocs, unité « antiterroriste » d'élite, à l'entraînement...

Dans cette conjoncture, mais aussi de manière plus générale, l'initiative armée directe vise à la destruction du cadre politique qui soutient la ligne d'attaque de la bourgeoisie et n'est pas autre chose que le moment le plus évident d'un vaste mouvement antagoniste de masse; celui-là même qui, ces derniers mois, s'est affronté à la politique du gouvernement du travail politique de l'avant-garde révolutionnaire dans le cadre de la lutte contre la redéfinition réactionnaire et guerrière de la société et de l'Etat.

Dans ce cadre, l'attaque portée par les B.R. contre G. Giugni, coordinateur gouvernemental de la commission pour « l'Accord de janvier » est un premier moment très important pour la présence qualitative nouvelle de la L.A. dans les mouvements de masse.

Giugni s'est distingué en tant qu'expert et guide de la bourgeoisie dans des questions contractuelles au moment où la classe imposait « le Statut des travailleurs ». Il négociait le moins de dommages possible pour le compte des patrons.

Et ainsi, aujourd'hui encore, les rapports de force sont modifiés du fait de cette tête pensante technico-politique, artisan de l'attaque contre l'échelle mobile et du coût du travail, donc de la plus forte attaque jamais portée à ce même « Statut des travailleurs ».

C'est un homme de toutes les situations ! Versatile, expert, fidèle !

Travailler à l'unité des communistes pour la construction du PCC, vers la conquête du pouvoir politique.

Travailler pour unir, organiser, orienter la lutte des classes et la pratique combattante afin que soit vaincue la redéfinition réactionnaire de la société.

Guerre au pacte social qui soutient la politique économique du gouvernement, guerre à la course aux armements, aux dépenses militaires et aux interventions au Liban et dans la Corne de l'Afrique.

Turin,
les militants des Brigades Rouges
pour la construction du P.C.C.

Euzkadi : treize mesures pour un état d'exception

Madrid, encore malade de sa fameuse « Zone Nord » — le plan Zen auquel nous avons consacré un article dans le précédent numéro de *L'Internationale* — n'a pas résisté à l'offensive des forces populaires basques et de leurs organisations révolutionnaires.

Eta (militaire) a poursuivi son attaque systématique contre les forces d'occupation : plusieurs policiers et *Guardia* ont été abattus ou blessés, des banques ont été privées de nombreuses agences et Pampelune a été délestée de son Université catholique gérée par l'*Opus Dei*...

Eta (politico-militaire) VIII^e Assemblée — une tendance qui n'a repris la lutte armée qu'au cours de ces derniers mois — a mené une offensive très dure en riposte au procès de Berga, en Catalogne. Plusieurs militants d'Eta (PM) y ont été lourdement condamnés pour avoir pris une caserne d'assaut. Après l'attaque de la caserne de Laredo et d'autres attentats, cette organisation a revendiqué l'enlèvement et l'exécution d'un policier. Puis, immédiatement après, l'enlèvement d'un industriel basque qui est encore détenu.

Durant la même période, deux autres organisations ont frappé : les **Commandos Autonomes Anticapitalistes** (C.C.A.A.) et **Iraulza** (*Révolution*).

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les villes basques à l'appel d'**Herri Batasuna**, dont 20 000 à Bilbao. D'autres manifestations ont été organisées par le **Collectif Automne 1983** contre l'Otan et l'installation des missiles.

Gonzalès en a perdu son calme et sa belle assurance. Il a alors fait préparer un nouvel état d'exception, appliqué immédiatement après un simulacre de discussion au Parlement. En voici le détail des mesures :

Treize mesures antipopulaires

- Pas de négociations avec les « terroristes » ;
- Pas de dialogue avec les groupes qui proposent l'indépendance d'une partie du « territoire national » ;

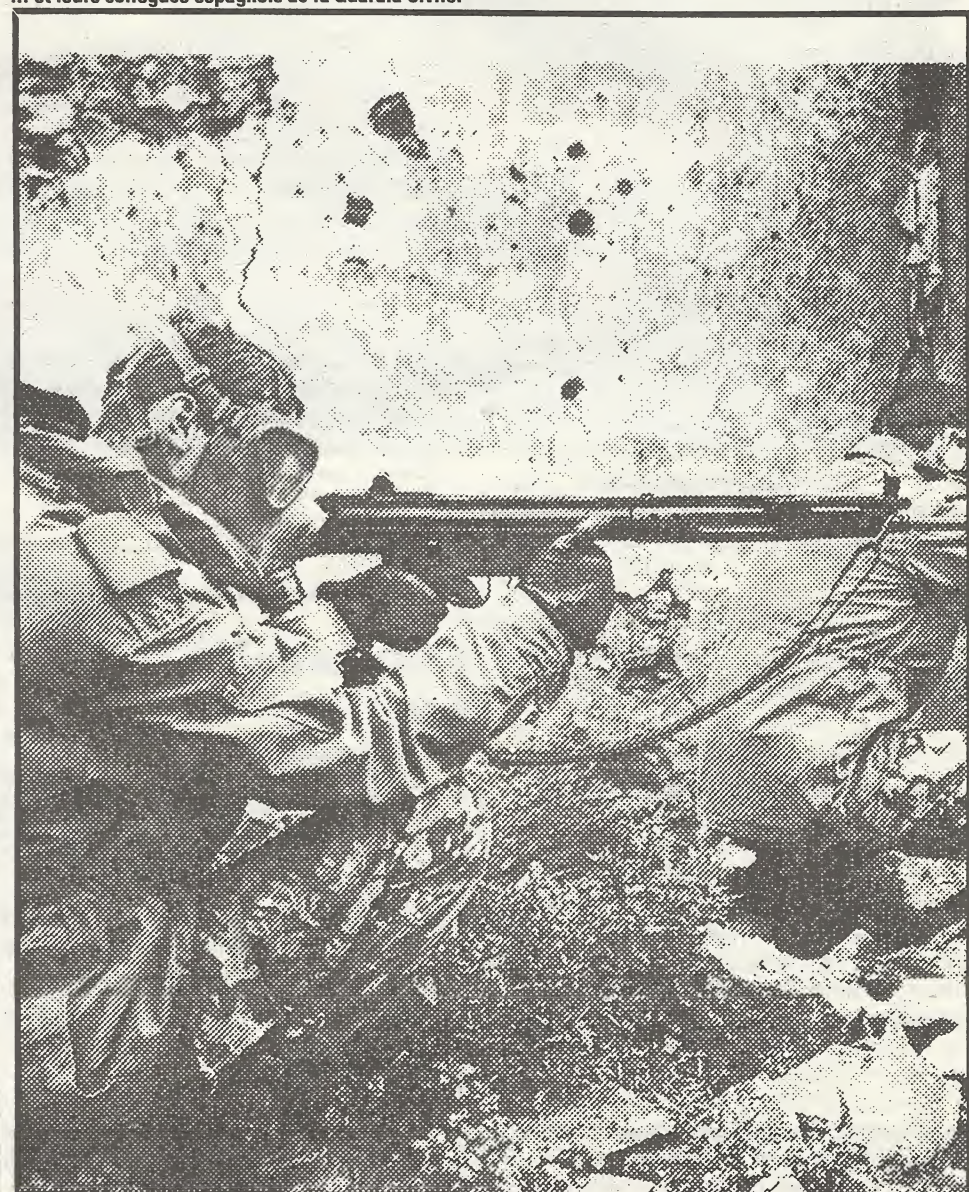
... et leurs collègues espagnols de la Guardia Civile.

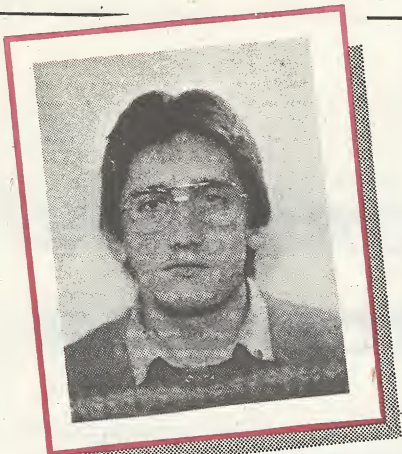
- Peines de prison aggravées pour les « terroristes » ;
- Peines accrues pour les auteurs d'attentats contre les militaires ;
- Peines accrues lorsqu'il y a « outrages à la Nation », à ses symboles ou à ses emblèmes ;
- Détention préventive portée à 30 mois ;
- Transfert des prisonniers basques à la prison spéciale d'Herrera de la Mancha ;
- Modification des lois sur les associations afin d'interdire les partis qui couvrent ou appuient les organisations armées ;
- Modification de la loi électorale afin d'interdire à ces partis l'usage des droits électoraux ;
- Modification de la partie du Code pénal relative à l'apologie du terrorisme dans la presse ;
- Exiger de la France une aide accrue et de nouvelles extraditions ;
- Obtenir de la France des mesures d'éloignement et d'assignation à résidence pour les présumés « terroristes » ;
- Appui inconditionnel à la police dans la lutte « antiterroriste ».

L'objectif poursuivi par les sociaux-démocrates de Madrid, appuyés par l'ensemble de la classe politicarde, est très clair : détruire l'opposition nationale légale, et particulièrement **Herri Batasuna**. Le quotidien *Egin* et l'hebdomadaire *Punto y Hora* sont aussi dans le colimateur. Le procès entamé le 21 novembre contre 19 dirigeants de H.B. est donc l'un des procès-clés de la situation actuelle. Ils sont poursuivis pour avoir osé chanter l'hymne des combattants basques lors de l'entrée du « roi Juanito » dans Guernica. Le Procureur réclame des condamnations de 8 à 11 ans de prison contre ces représentants élus du peuple basque.

Peu avant, une manifestation populaire avait été attaquée par les forces de l'ordre et il y avait eu de nombreux blessés. Lors de la manifestation du 5 novembre, un drapeau basque datant de 1936 précédait la foule. Un symbole clair. ■

Les combattants basques d'aujourd'hui sont les mêmes que ceux d'hier !





Un communiste exécuté
au cours d'une expropriation à Paris

Ciro Rizzato, tombé en combattant

Ciro Rizzato

Le 14 octobre, le camarade **Ciro Rizzato** a été exécuté par des membres de la section anticriminalité de la police. Il faisait partie d'un groupe de révolutionnaires qui se consacrait depuis quelques jours à des actions d'expropriation dans la région parisienne. L'argent est indispensable à la guerre révolutionnaire. **Ciro** le savait, ils le savaient tous. Aller le prendre où il se trouve est risqué et souvent fastidieux, pourtant c'est une tâche, **une tâche révolutionnaire**. Dans la fusillade, trois de ses camarades ont réussi à prendre la fuite, deux policiers ont été blessés. Lui est mort pour ce pour quoi il combattait : **le communisme**.

Qui était **Ciro**?

Ciro a été assassiné. La presse bourgeoise y a été de son vomi, les dissociés italiens se sont dissociés, les donneurs de leçons sont montés en chaire, les lâches ont eu peur, les « internationalistes » de salon et de ghetto ont fermé pudiquement les yeux ; tout roule pour le mieux dans le monde des crapules.

Ciro était originaire du quartier-ghetto « *Quarto Oggiaro* » de la banlieue de Milan. Dès l'âge de 13-14 ans, il rejoint les forces antagonistes et participe aux actions du collectif révolutionnaire de son quartier : occupations de maisons, manifestations, expropriations dans les magasins... Il fit partie d'« *Autonomie Ouvrière* » lors de son développement de masse, puis en opposition avec la direction de ce mouvement qui prône un détournement de l'offensive. Il quitte l'organisation avec son collectif, pour rejoindre *Prima Linea* en 1978.

Ouvrier dans une usine de menuiserie, il milite dans une « *Squadra* », détachements semi-légaux qui, parallèlement aux « *Ronde* », sont la base du projet communiste de P.L.

Au printemps 1980, P.L. est très durement ébranlée par la répression, plus de 1500 personnes sont arrêtées, de plus l'organisation est dissoute par son collectif « *historique* ». Les « *squadre* » et les « *ronde* » se trouvent privées d'un point de référence organisationnel, mais ils continuent à œuvrer et participent au début qui parcourt tout le mouvement révolutionnaire. Fin 1980, la « *squadra* » de **Ciro** rejoint les C.O.L.P. (*Communistes Organisés pour la Libération Proletarienne*). Nous avons encore en mémoire l'attaque réussie du quartier spécial de la prison de Rovigo (janvier 1981) que ces collectifs ont revendiquée. En novembre 1982, il échappe à la police lors d'un blitz qui détruit le collectif auquel il appartenait ; depuis sa compagne et lui avaient vécu dans la clandestinité.

Le Parti des Communistes face au Parti de la reddition

Ciro n'avait rien d'un Scalone, d'un Pace, d'un Negri ou autre seigneur de la « *politique* », c'était un prolétaire qui a pris ses responsabilités politiques dans le débat pour une reprise de l'offensive : «... il est déterminant dans cette phase de travailler à la définition d'un programme de transition au communisme qui déjà agit à la transformation révolutionnaire pour la reprise de l'offensive... » Il travaillait donc à la reconstruction d'un pôle organisationnel réel capable de dépasser la situation actuelle, sûr d'une chose : que ce n'est ni le début, ni la

fin, mais le long chemin vers le communisme.

Le mouvement révolutionnaire en Italie se méfie, à juste titre, des Italiens résidant à Paris et de leurs activités politiques. Le communiqué du 16 octobre de Milan est très clair sur ce point : **Ciro** était ici en mission et non pour se gargariser dans les réunions « *associatives* ».

● **La lutte révolutionnaire ne connaît pas de frontières...**

● **L'unité des composantes communistes organisées est un point fondamental de la guerre de libération mondiale...** ■

Salut **Ciro**.

Novembre 1983,
Des Communistes
Paris-Milano

* Un communiqué des Colp est paru dans le précédent numéro de l'Internationale.

Déclaration de « Défense Active »

Depuis l'amnistie de 1981, partout où des hommes et des femmes armés s'attaquent à l'ordre établi, partout où des femmes et des hommes armés attaquent le capital ou ses défenseurs patentés, la police désigne « **Action Directe** ».

Lorsqu'un groupe de militants révolutionnaires décide une action spectaculaire, il signe « **Action Directe** ».

Cela pourrait être flatteur. Mais, peu à peu, les militants de cette organisation sont devenus les « *hommes d'action* » de toutes les affaires non élucidées : de la caserne de Foix à « *l'avenue de Villiers* » en passant par « *l'avenue Trudaine* ».

Formellement reconnus sur photo, on sait aujourd'hui que Mohand Hamami a exécuté Henri IV et que Régis Schleicher a cassé le vase de Soissons. Omniprésents et omniscients, omnicoles, omnipotents et... omnibus : avenue Trudaine, avenue de Villiers. Tout le monde descend !

On a tenté de faire croire qu'« **Action Directe** » était une organisation antisémite, appui logistique du grand terrorisme — plus ou moins barbusard — international. Maintenant, on nous affirme que des « *militants perdus* » sombrent dans le grand banditisme.

Un révolutionnaire italien a été tué avenue de Villiers après avoir « *braqué* » une banque avec ses camarades. Il a été revendiqué à Milan par le mouvement auquel il appartenait : l'action avait un but politique, clair, sans ambiguïté.

Nous saluons ici ce militant et ses compagnons.

On nous affirme aujourd'hui qu'« **Action Directe** » était là. Encore ! Sans doute aucun, les dossiers sont vides, à l'exception de quelques « *pseudo-reconnaisances* », dont on sait ce qu'il faut penser : le verdict rendu dans l'affaire de la place des Ternes l'a une fois de plus démontré clairement !

Il n'en reste pas moins que dans cette période où le pouls du monde bat très fort, très vite, lorsque monte la tension, tant nationale qu'internationale, « *encager* » des militants révolutionnaires est une opération politique qui peut paraître rentable.

Pour qui ?
● Pour le Syndicat Indépendant de la Police Nationale dont un nombre certain de membres ne cache pas ses sympathies pour des organisations « *fascisantes* » que l'accès au pouvoir fascine ?

● Pour le gouvernement socialiste, mal dépêtré des contradictions évidentes entre son idéologie et sa pratique au pouvoir, qui prépare — peut-être — une guerre que sa base ne peut comprendre ?

Ecraser des révolutionnaires peut sembler aux uns et aux autres un remède préventif.

Nous refusons de nous placer sur le terrain de l'Etat, de sa police et de sa justice. Nous ne raisonnons pas en termes de coupables et d'innocents.

Nous ne répondrons pas aux accusations, mais notre silence ne se fera pas complice du pouvoir. Au grand « *ball-trap* » de l'année, nous n'accepterons pas passivement que nos camarades servent de cibles.

Nous réaffirmons notre entière solidarité avec Mohand Hamami et Régis Schleicher et tous les militants révolutionnaires. ■

novembre 1983,
Défense Active



Qui sème le vent récolte la tempête

Cet élan qui jetait hier « l'homme de la rue dans la mêlée lorsque le système social qui nous est imposé s'apaisait d'une façon éclatante et excessive, cette solidarité de classe spontanée n'est pas perdue à tout jamais.

Les forces de l'ordre ont envahi le pavé — qui a une toute autre vocation. Elles arrêtent, expulsent, menacent, persécutent, assassinent. Le « peuple » en a pris l'habitude. Rien n'étonne plus ; l'indignation est depuis longtemps lasse de s'exprimer.

Pourtant la révolte monte, brûlante comme une joie sauvage ! La Révolution ? Oui, bien sûr. Mais d'abord la révolte ! Celle qui bouillonnera en un torrent de vie, se jettera sur les femmes et les hommes secs et désespérés et les déracinera de leur passivité.

La révolte ! Celle que les révolutionnaires ne peuvent pas trahir sans perdre le sens même de la révolution.

Cette violente rage de vivre ; cette aspiration exacerbée à un absolu de liberté et de justice.

Ce refus viscéral d'un monde robotisé, mercantilisé, stérilisé, nucléarisé ; ce désir démesuré de détruire une société haïe et méprisée ; cet appel vers un difficile accomplissement de soi.

La violence naît de la société qui nous fait subir sa loi aujourd'hui ; celle-ci la porte en son sein, d'elle éclorent ces fruits inattendus, ces grenades que nous serrons aujourd'hui dans nos mains. ■

Sommaire

- Liban : paix démocratique, paix des charniers
 - La politique française de l'immigration (II) 2
- Un front mondial contre l'impérialisme
 - Rote Zora contre Siemens
 - Des bunkers de l'Otan occupés en Hollande
 - U.S.A. : des actions contre des installations militaires
 - R.F.A. : les Cellules Révolutionnaires frappent un centre informatique 3
- Dans le combat pour la vie, guerre à la guerre impérialiste : action contre un mess d'officiers
 - « C'est toujours la guerre quand les militaires descendent dans la rue » : action contre un défilé militaire
 - Attentat contre une base US à Wiesbaden 4
- Le mouvement anti-impérialiste en R.F.A.
 - Une lettre de Christian Klar : A propos de la discussion sur « anti-impérialisme et anti-américanisme » 5
- Grenade : l'« ordre » règne 6
- Dossier :
 - Les Etats-Unis (II) : La lutte des Noirs américains dans l'Empire 7 à 10
- Communiqué des BR pour la construction du PCC : une action contre le « Parti de la guerre » 11 à 14
 - Sur les libérations :
- Déclaration au procès de Turin de militants des BR pour la construction du PCC
 - Euskadi : treize mesures pour un état d'exception 15
- Un communiste exécuté à Paris : **Ciro Rizzato**, tombé en combattant
 - Déclaration de « Défense Active »
 - « Qui sème le vent récolte la tempête » ... 16